

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES

SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE

Au capital actuel de 69 949 310,00 EUROS

**Siège social : 15-17 rue Paul Claudel – 38100 GRENOBLE
402 121 958 RCS GRENOBLE**

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
1^{ER} SEMESTRE 2017**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{ER} SEMESTRE 2017

1- RAPPORT D'ACTIVITE DU PREMIER SEMESTRE 2017.....	page 3
2- COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2017 ...	page 21
3- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	page 65
4- DECLARATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION.....	page 68

**CREDIT AGRICOLE
SUD RHONE ALPES**

RAPPORT ACTIVITE ET RISQUES AU 30 JUIN 2017

1^{ère} partie

EVENEMENTS ET ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2017

2^{ème} partie

LA GESTION DES RISQUES AU 1^{er} SEMESTRE 2017

1ere PARTIE – EVENEMENTS ET ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2017

1. LES EVENEMENTS ET PERSPECTIVES DE LA PÉRIODE

Environnement économique : une reprise modeste avec des signes d'amélioration

Sur l'ensemble de l'année 2016, la croissance française a atteint 1,1%, un rythme très proche de celui de 2015 (1,0%), et donc décevant malgré le fameux « alignement des planètes » (euro faible, taux d'intérêt à des plus bas historiques, énergie bon marché). Il est prévu une amélioration de la croissance à 1,4 % en 2017. Une accélération qui est cohérente avec l'orientation favorable des indicateurs conjoncturels récents, notamment le climat des affaires de l'Insee qui est au plus haut depuis mi 2011. Cette croissance reposerait essentiellement sur la consommation privée qui connaîtrait toutefois un léger ralentissement, et sur une accélération de l'investissement (entreprises et ménages). A l'inverse, la contribution du commerce extérieur à la croissance resterait négative sur l'année, mais dans une moindre mesure qu'en 2016.

Les facteurs de soutien externes (euro, pétrole et taux) continuent à jouer plutôt favorablement, même si le pétrole, les taux longs et l'euro amorcent une remontée. Le taux de change effectif de l'euro est remonté après les élections françaises et il continuerait de s'apprécier à l'approche de l'annonce d'un tapering par la BCE (euro/dollar à 1,12 fin 2017 contre 1,11 mi-juin 2017). Les conditions de financement des agents restent très favorables avec des taux courts proches de zéro et un taux long OAT dix ans qui demeure en dessous de 1%. Enfin, le prix du baril demeure très bas, et ne remonterait que très graduellement (anticipation à 55 dollars fin 2017).

2. L'ACTIVITE DE LA CAISSE REGIONALE

Dans un environnement économique en reprise modeste, le premier semestre de l'exercice a été marqué par une belle dynamique de conquête et d'activité commerciale pour la Caisse régionale.

Activité Crédit

La Caisse régionale a accompagné activement l'économie de son territoire (Ardèche, Drôme, Isère, Sud-Est Lyonnais) avec 1 642 M€ de crédits mis en force soit +42% par rapport au premier semestre 2016.

Le dynamisme des réalisations est confirmé sur la grande majorité des marchés : +58% sur l'habitat, +20% les financements d'équipement aux professionnels et agriculteurs.

L'encours de crédits progresse de 6,7% (7,9% sur les encours habitat) et dépasse les 14 milliards d'euros constituant ainsi un point haut historique pour la Caisse régionale.

Activité Collecte

Les encours de collecte gérés par la Caisse régionale s'élèvent à 19 319 M€ à fin juin 2017, avec une forte croissance sur 12 mois (+5,3%). La collecte bénéficie de la bonne tenue des dépôts à vue et aussi des Livrets A et de l'épargne logement. Dans un contexte de taux bas, la Caisse régionale continue à accompagner ses clients dans la diversification de leur épargne comme en témoignent l'évolution de +3,2% des encours assurance-vie ainsi que la part en unités de compte (UC) dans la collecte brute supérieure à 31% sur ce premier semestre.

Activité services et assurances

Avec un portefeuille de contrats assurance de 381 821 unités à fin juin 2017 et une évolution de +4,7% sur 12 mois, la Caisse régionale demeure un acteur important dans l'assurance de ses clients particuliers, agriculteurs et professionnels. Elle entend poursuivre la dynamique sur le second semestre de l'exercice.

On note également une belle évolution du nombre de cartes bancaires et comptes services avec respectivement +3,7% et +2,3% sur 12 mois.

Développement du fonds de commerce

Le dynamisme de conquête est particulièrement marqué sur le premier semestre 2017 avec + de 18 000 nouveaux clients (+25% par rapport au premier semestre 2016).

3. LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION EN NORMES FRANCAISES, PERIMETRE CAISSE REGIONALE

Chiffres clés (en millions €)	30/06/2017	30/06/2016	Variation
Produit Net Bancaire (PNB)	230,0	232,7	-1,2%
Charges de fonctionnement	-125,7	-124,2	+1,2%
Résultat Brut d'Exploitation	104,3	108,5	-3,9%
Coût du risque crédits	-5,9	-9,3	-36,5%
Résultat net sur actifs immobilisés	-0,9	-0,5	NS
Dotation nette au F.R.B.G	-5,0	-5,0	0,0%
Impôt sur les bénéfices	-24,3	-25,6	-5,1%
Résultat Net Social	68,2	68,1	+0,1%

Le PNB de la Caisse régionale résiste avec un niveau de 230 M€ au 30 juin 2017.

Ce dernier est porté notamment par la dynamique très positive de l'équipement de notre clientèle comme en témoigne la progression de 9,2% sur 12 mois des commissions associées.

Cependant, il continue à subir les effets négatifs des renégociations de crédits à l'habitat, de l'épargne règlementée à des taux anormalement élevés et de l'opération de simplification du groupe Crédit Agricole réalisée en 2016 (coût du démantèlement du Switch 1 et coût de financement de l'investissement de la Caisse régionale dans Sacam Mutualisation).

Les charges de fonctionnement s'élèvent à 125,7 M€. Leur évolution est contenue à +1,2% tout en poursuivant les investissements dans la compétence des collaborateurs et le projet de transformation de la distribution qui place le service client au cœur de l'activité. Par la transformation des agences, la mise en place de parcours digitaux, la réorganisation des métiers et le renforcement des expertises, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes relève le défi de mettre à la disposition de ses clients de véritables spécialistes dans les domaines du financement de l'habitat, de l'épargne, de l'assurance et de la banque au quotidien.

Le taux de CDL sur encours de 1,40% au 30 juin 2017 est en baisse de 0,01 point par rapport 30 juin 2016. Le coût du risque crédits sur le semestre s'élève à 5,9 M€, en baisse de 3,4 M€ par rapport au premier semestre 2016.

Après prise en compte du résultat net sur immobilisations, de la dotation nette FRBG et de l'impôt sur les sociétés, le résultat net social s'établit à 68,2 M€, quasi identique à celui du premier semestre 2016 (68,1M€).

LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION EN NORMES IFRS, PERIMETRE CONSOLIDE

Au 30 juin 2016 les comptes consolidés de la Caisse régionale intégraient les comptes des Caisses locales, du fonds dédié « SRA placement » et la quote-part du FCT Crédit agricole habitat 2015. Ce périmètre de consolidation a été élargi avec l'entrée :

- Au 31 décembre 2016 des SCI SRA Vercors, SRA Belledonne et SRA Chartreuse qui porteront le futur siège social en cours de construction et deux bâtiments annexes

- Au 30 juin 2017 de la SAS Foncière Malherbe Claudel filiale à 100 % de la caisse régionale qui a pour objet l'acquisition pour la vente ou la location de tous les immeubles bâtis ou non bâtis et la participation dans toutes sociétés de service immobiliers, et la société SAS CASRA Capital filiale à 100% de la Caisse régionale qui a pour objet de prendre des participations minoritaires dans des sociétés régionales en développement et de la quote-part du FCT Crédit agricole habitat 2017.

Le résultat IFRS du 1^{er} semestre 2017 de la Caisse régionale seule est de 70,6 M€. L'essentiel de l'écart entre le bénéfice social de 68,2 M€ et le résultat IFRS résulte de la prise en compte des retraitements suivants liés aux normes IFRS :

- Non prise en compte des dotations au FRBG en IFRS soit + 5 M€
- Retraitement de la soulte des remboursements d'emprunts et avances de 2016 soit – 4 M€
- Norme IFRIC21 qui impose la comptabilisation « flat » au 1^{er} janvier de certaines taxes alors qu'elles sont étalées sur l'exercice dans les comptes sociaux soit - 2,7 M€
- Retraitement des impôts différés soit + 2,1 M€
- Etalement en IFRS des soultes positives sur netting swaps réalisés en 2012 et 2013 soit + 1,2 M€.

Le résultat net consolidé s'établit à 73,6 M€ en baisse de 1,6 % avec une contribution au résultat du groupe qui ressort respectivement à :

- + 1,5 M€ pour les Caisses Locales,
- + 0,3 M€ pour le fonds dédié SRA Placement,
- + 3 M€ pour CASRA Capital intégrant le résultat de première consolidation,
- - 1,2 M€ pour la Foncière Malherbe Claudel intégrant le résultat de première consolidation
- - 1,2 M€ pour les autres entités.

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2017	30/06/2016	Variation
Produit Net Bancaire	230,9	235,8	- 2,1%
Charges de fonctionnement nettes	- 128,7	- 126,5	+ 1,7%
Résultat Brut d'Exploitation	102,2	109,3	- 6,5%
Coût du risque (+/-)	- 6,1	- 9,5	- 35,8%
Résultat sur actifs immobilisés	- 0,2	- 0,3	Ns
Résultat avant Impôt	96,0	99,6	- 3,6%
Charge fiscale	- 22,4	- 24,8	- 9,7%
RESULTAT NET – PART GROUPE	73,6	74,8	- 1,6%

4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes entend poursuivre sa dynamique de croissance et confirmer son rôle de premier financeur de l'activité de ses territoires et son statut de leader conquérant.

Il en va de même de sa politique d'investissement avec la poursuite de la rénovation de son réseau d'agences dans le cadre du déploiement du nouveau modèle de distribution (33 agences planifiées sur l'année 2017), ainsi que le projet de futur siège social à Grenoble, dont les travaux ont débuté en décembre 2016.

Aussi, l'engagement au service de la clientèle continuera à se renforcer avec la construction d'une signature relationnelle de qualité, basée sur la réactivité, le professionnalisme et la qualité de service.

Enfin, la Caisse régionale poursuivra son projet de dématérialisation des flux entrants et flux clients avec la volonté forte de passer du papier au tout numérique pour réduire son empreinte carbone, sécuriser davantage le service en renforçant l'efficacité de son fonctionnement et la satisfaction de ses clients.

La gestion des risques, inhérente à l'exercice des activités bancaires, est au cœur du dispositif de contrôle interne du Groupe, mis en œuvre par tous les acteurs, intervenants de l'initiation des opérations jusqu'à leur maturité finale.

L'organisation, les principes et outils de gestion et de surveillance de ces risques sont décrits de manière détaillée au sein du rapport financier annuel 2016, dans le chapitre consacré aux facteurs de risques du rapport de gestion. Ce document est consultable sur le site ca-sudrhonealpes.fr dans l'espace « information réglementée – communiqués financiers – rapport financier annuel 2016 ».

Les principales catégories de risques auxquels le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé sont les risques de crédit, les risques de marché et les risques structurels de gestion du bilan (risques de taux et risque de liquidité).

La description de ces risques et les principales évolutions constatées sur le premier semestre 2017 sont présentées ci-dessous.

Cette information fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires résumés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes au 30 juin 2017.

Par ailleurs, des informations complémentaires sont fournies concernant les risques opérationnels, les risques de non-conformité et de change.

1. RISQUES DE CREDIT

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celle-ci présente une valeur d'inventaire positive dans les livres de la Caisse régionale. L'engagement peut être constitué de prêts, garanties données ou engagements confirmés non utilisés. Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par l'utilisation d'instruments dérivés.

La Politique des Risques Crédit a été actualisée en date du 10 mai 2016 par le Conseil d'Administration. Son périmètre couvre les crédits et les engagements sur des contreparties, hors opérations pour compte propre (placements de fonds propres, opérations de marché ...). Elle a pour objectif de guider les analyses et les décisions de tous les acteurs de l'entreprise en matière de prise de risques de contrepartie.

Elle est organisée autour de deux grands marchés :

- le « marché de proximité » qui regroupe les particuliers, les professionnels, les agriculteurs, les associations ;
- le marché de la « Grande Clientèle » qui regroupe les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 1,5 million d'euros, les collectivités publiques, la promotion immobilière.

Cette Politique s'articule autour des principes et limites suivants :

1. division des Risques ;
2. partage de Risques ;
3. limite par contrepartie ;
4. limites par secteurs d'activité et exclusions.

Il est régulièrement proposé au Conseil d'administration une révision de la politique crédit en fonction de l'évolution de la cartographie des risques.

Le respect de la mise en œuvre de la politique crédit et du bon fonctionnement du dispositif d'octroi et de surveillance des risques crédits entre dans le périmètre de contrôle de la Caisse régionale.

L'organisation de ce dispositif de contrôle n'a pas été modifiée au cours du 1^{er} semestre 2017.

Au cours de cette même période, un nouveau modèle de notation pour la banque de proximité a été mis en place ; celui-ci impacte les exigences en fonds propres de la banque , les usages et le calcul des provisions collectives.

L'EXPOSITION AU RISQUE DE CREDIT

1 Exposition maximale

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	4 033	112
Instruments dérivés de couverture	33 671	24 278
Actifs disponible à la vente (hors titres à revenu variable)	241 917	209 200
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	95 079	85 165
Prêts et créances sur la clientèle	14 086 431	13 783 424
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 285 576	1 103 510
Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)	15 746 767	15 205 689
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	1 251 840	1 048 737
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes)	319 954	310 684
Provisions - Engagements par signature	- 2 289	- 2 130
Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)	1 569 505	1 357 291
TOTAL EXPOSITION NETTE	17 316 212	16 562 980

2 Ventilation des encours de prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	1 347 128			- 389	1 346 739
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	94 996				94 996
Grandes entreprises	1 939 282	48 693	- 36 149	- 10 903	1 892 230
Clientèle de détail	10 904 330	159 508	- 81 400	- 27 006	10 795 924
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	14 285 736	208 801	- 117 549	- 38 298	14 129 889

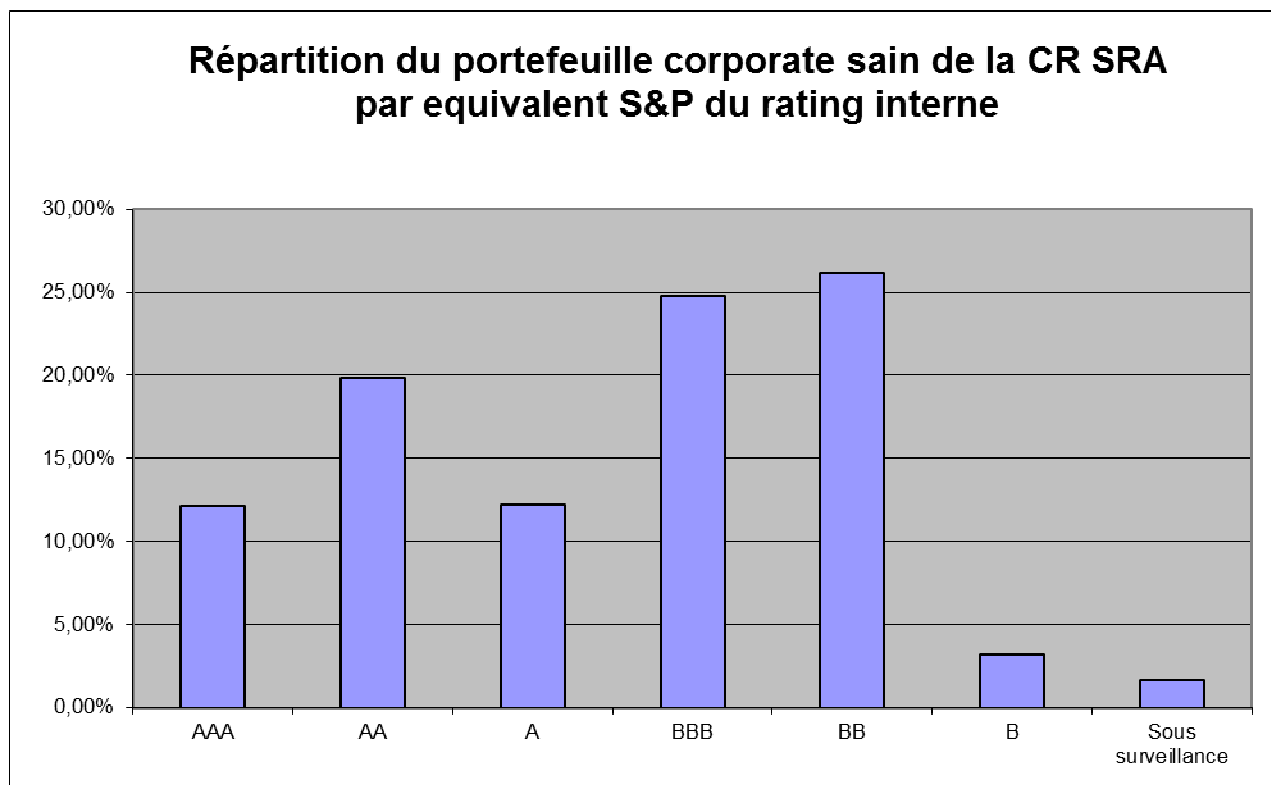
(1) Dont encours restructurés pour 31 590 milliers d'euros.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administration générale	1 483 816				1 483 816
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	85 114				85 114
Grandes entreprises	1 890 208	47 015	- 34 999	- 13 997	1 841 212
Clientèle de détail	10 529 809	151 766	- 79 298	- 36 266	10 414 245
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	13 988 947	198 781	- 114 297	- 50 263	13 824 387

(1) Dont encours restructurés pour 28 562 milliers d'euros.

QUALITE DES ENCOURS

1/ Répartition du portefeuille Corporate de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes au 30 juin 2017 :



La ventilation par équivalent note Standard & Poor's est obtenue selon le tableau suivant :

Notation Interne	Probabilité de défaut	Equivalent S&P	Libellé graphique
A+	0,00%	AAA	AAA
A	0,01%	AA+ & AA	AA
B+	0,02%	AA- & A+	A
B	0,06%	A & A-	
C+	0,16%	BBB+	
C	0,30%	BBB	BBB
C-	0,60%	BBB-	
D+	0,75%	BB+	
D	1,25%	BB	BB
D-	1,90%	BB-	
E+	5,00%	B+ & B	B
E	12,00%	B-	
E-	20,00%	CCC & CC & C	Sous surveillance
F	100,00%	D	
Z	100,00%	D	Défaut
ND			
NON VENTILE			
HORS RETAIL			

Le coût du risque au premier semestre 2017 à 6,1 millions d'euros est significativement inférieur au premier semestre 2016 à 9,5 millions d'euros. Ce niveau est un bon résultat compte tenu de la hausse permanente et sensible de nos encours de crédits d'autant plus que depuis octobre 2016 le passage en CDL est fait au bout de 90 jours et non plus 180 jours pour les crédits habitats et collectivités publiques.

Toutefois cette situation favorable est largement due à la baisse de la provision collective de 12 M€, due principalement à l'implantation de la nouvelle version LUC V41, contre une hausse de 0,3 M€ au 1er semestre 2016.

Globalement notre coût du risque reste bien maîtrisé avec un effet favorable de la baisse des taux notamment sur le taux d'endettement des ménages malgré une situation économique toujours difficile même si le chômage est en baisse ce dernier trimestre.

Notre CR est toujours l'une des trois meilleures du groupe Crédit agricole avec un taux CDL/encours à 1,40 %.

2. RISQUES DE MARCHÉ

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé aux risques de marché sur les éléments de son portefeuille de titres et de dérivés lorsque ces instruments sont comptabilisés en juste valeur (au prix de marché).

On distingue comptablement le Trading book et le Banking book. La variation de juste valeur du Trading book se traduit par un impact sur le résultat. La variation de juste valeur du Banking book se traduit par un impact sur les fonds propres.

La Caisse régionale n'a pas l'intention de détenir un Trading Book, son activité essentielle relevant du Banking Book.

Le suivi des risques de marché est effectué régulièrement sur la base du portefeuille exposé au risque de marché : titres de placement et assimilés. Ce suivi fait l'objet de reportings quotidiens (suivi des stop loss), mensuels (rapport d'activité) et de mesures d'exposition mensuelles au moyen des méthodes VaR et de stress scenarii.

GESTION DES RISQUES DE MARCHÉ

Le contrôle des risques de marché du groupe Crédit Agricole est structuré en deux niveaux distincts mais complémentaires.

Au niveau central, la Direction des Risques et Contrôles Permanents Groupe assure la coordination sur tous les sujets de pilotage et contrôle des risques de marché à caractère transverse. Elle norme les données et les traitements afin d'assurer l'homogénéité de la mesure consolidée des risques et des contrôles.

Au niveau de la Caisse régionale, le Responsable des Risques et Contrôles Permanents contrôle les risques de marché issus des activités. Il est nommé par le Directeur Général du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et lui est directement rattaché. Il est appuyé dans ses missions par un Contrôleur Permanent comptable et financier qui effectue en toute indépendance et transparence les contrôles qui lui sont impartis. Les organes de suivi et pilotage des risques de marché au niveau de la Caisse régionale sont le Comité Financier et le Comité de Gestion Financière.

L'organisation mise en place permet un contrôle indépendant des valorisations. Les fonctions à l'engagement, à la comptabilisation et au contrôle sont indépendantes.

1 Les indicateurs

L'encadrement des risques de marché du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes repose sur la combinaison de plusieurs indicateurs de risques, donnant lieu à encadrement par des limites et, ou des seuils d'alerte :

- la surveillance quotidienne des stop loss sur le portefeuille de placement par le Middle Office Trésorerie ;
- le suivi régulier du respect de la politique financière et du dispositif de limites validés par le Conseil d'administration ;
- un suivi du risque de marché effectué au moyen des stress scénarii.

Les résultats sont exploités par la Direction Financière et sont intégrés comme paramètres de détermination de la politique d'allocation d'excédents de fonds propres de la Caisse régionale.

Aucune des limites mises en place sur ces indicateurs n'a été atteinte au premier semestre 2017.

2 Les indicateurs complémentaires

Concernant les titres des portefeuilles de placement et assimilés, à l'exception des produits dont le capital est garanti à l'échéance, une limite de "stop loss" est fixée pour chaque titre. Son respect fait l'objet d'un suivi quotidien par le Middle Office.

Le portefeuille global fait également l'objet d'un reporting quotidien d'indicateurs définis dans notre politique financière :

- engagements par contrepartie hors groupe Crédit Agricole: maximum de 10% du portefeuille en valeur de marché (hors souverains et assimilés) ;
- encours maximal par produit de gestion collective hors monétaire, fonds dédié et fonds « club » : 10 millions d'euros ;
- ratio d'emprise : maximum de 10% de l'actif net du fonds (hors fonds dédié et OPCVM Club) ;
- niveau de moins-values latentes ou réalisées fixé à 1% des fonds propres consolidés.

EXPOSITION : ACTIVITES DE MARCHE

Les portefeuilles de placement et assimilés exposés aux risques de marché s'élèvent à 215,5 millions d'euros au 30/06/2017.

Sur cette base, l'allocation par facteur de risques est la suivante :

Allocation risque de marché	M€
Monétaire	154,1
Obligations	26
Actions	11,5
Private Equity	22,5
Immobilier	1,4
	215,5

RISQUE ACTIONS

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est exposé au risque actions au travers de la détention d'OPCVM ou de FCP à composantes actions, ainsi que des CCI auto-détenus dans le cadre du programme d'achat.

Le portefeuille actions s'inscrit dans un souci de diversification des placements et en aucun cas dans une activité de trading.

Ce risque fait l'objet d'un suivi quotidien par le Front Office et le Middle Office (suivi de stop loss, respect des limites par contrepartie, limites géographiques...), ainsi que de reportings mensuels réalisés par le Middle Office (calcul stress scénarii).

1 Risque sur actions provenant des activités de trading et d'arbitrage

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a pas d'activité de trading et d'arbitrage.

2 Risque sur actions provenant du portefeuille de placement et assimilés

Le portefeuille placement et assimilés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes s'élève à 215,5 millions d'euros au 30/06/2017. La part actions représente 11,5 millions d'euros soit 5,3% du portefeuille de placement et assimilés.

3 Titres auto-détenus

Contrat de liquidité

Le 12 avril 2001 le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et Crédit Agricole S.A. ont signé un contrat de liquidité avec Crédit Agricole Cheuvreux. Ce contrat a été modifié en 2005 pour se conformer à la charte de déontologie de l'AFEI (approuvée par l'AMF par une décision du 22 mars 2005). Le contrat est conforme aujourd'hui à la charte AMAFI. A compter du 30 septembre 2016, le contrat de liquidité se poursuit sans l'intervention de Crédit Agricole S.A; la quote-part du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes dans ce contrat est désormais de 100%.

Objectif :

L'intermédiaire intervient pour le compte du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sur le marché en vue de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres.

Caractéristiques des interventions de l'intermédiaire :

Dans le respect des règles du marché, l'objectif des interventions de l'intermédiaire consiste à favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres.

Indépendance de l'intermédiaire :

Dans le cadre du contrat qui lui est confié l'intermédiaire agit en pleine indépendance. Il apprécie seul l'opportunité de ses interventions sur le marché au regard du souci

- d'une part de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations de titres
- d'autre part d'assurer la continuité du contrat en considération des titres et espèces disponibles sur le contrat de liquidité.

Contrat de rachat

Depuis avril 2009, la Caisse Régionale a étendu la délégation donnée à son prestataire de services d'investissement de procéder, pour son compte, à des rachats de titres dans le cadre d'un programme établi conformément aux décisions de l'Assemblée Générale ordinaire du 31 mars 2009.

Ce programme de rachat a été mis en place dans le respect des dispositions des articles L.225-209 et suivant du code du commerce et du Règlement 2273/2003 de la commission Européenne du 22 décembre 2003.

Ce programme de rachat a pour finalité :

- o la possibilité d'annulation en une ou plusieurs fois de tout ou partie des CCI acquis par la Caisse Régionale dans la limite de 10 % du nombre de CCI composant le capital par période de vingt-quatre (24) mois à compter de l'assemblée l'ayant autorisé. Dans ce cas il y aurait réduction corrélative du capital social. L'assemblée générale ordinaire du 31 mars 2016 a rappelé l'existence de ce programme de rachat courant sur 24 mois.
- o l'attribution des CCI à des salariés et/ou mandataires sociaux exerçant des fonctions de dirigeants ;

Au mois de juin 2017, la Caisse régionale a procédé à une annulation de 21 500 CCI auto-détenus faisant passer le total des CCI composant le capital social de 711 150 au 31 décembre 2016 à 689 650 au 30 juin 2017.

Bilan d'activité au 30 juin 2017 sur les CCI SUD RHONE ALPES

Selon les décisions prises en Assemblée générale le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes ne peut détenir plus de 10% de ses 689 650 titres soit 68 965 titres.

Au 30 juin 2017, la Caisse Régionale détenait au total 25 902 titres soit 3,76%.

Dans le cadre du contrat de liquidité :

- Nombre de titres achetés (du 01/01/2017 au 30/06/2017) : 3 477
- Nombre de titres vendus (du 01/01/2017 au 30/06/2017) : 5 709
- Cours moyen d'achat et de vente (01/01/2017 au 30/06/2017) : 171,08€
- Le nombre de titres détenus au 30/06/2017 est de 3 942 (soit à la valeur liquidative de 189,00€ une valeur de 745 milliers d'euros).

Dans le cadre du programme de rachat :

- Coût moyen d'achat de 172,80€
- 21 960 titres détenus au 30/06/2017 soit 3.18% du nombre total de CCI
- Valeur liquidative au 30/06/2017 : 4 150 milliers d'euros au cours de 189,00€ par titre

3. RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL

1 Objectifs et politique

Le Risque de Taux est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ("trading book").

La gestion du risque de taux d'intérêt global vise à protéger la valeur patrimoniale de la Caisse régionale ainsi qu'à optimiser la marge d'intérêt dans le cadre des limites d'exposition fixées annuellement par le Conseil d'Administration.

2 Méthodologie

Description de la méthode

L'exposition globale au risque de taux est mesurée par la méthode des impasses statiques (GAPS) qui sont issues de la comparaison entre les passifs à taux fixe (ressources) et les actifs à taux fixes (emplois).

Le périmètre de suivi du risque de taux d'intérêt global intègre la totalité des données du bilan (titres et fonds propres inclus) et du hors bilan sensibles aux variations de taux.

Les modèles d'écoulement retenus pour les éléments de bilan non échéancés sont ceux déterminés par l'organe central Crédit Agricole SA.

L'exposition globale au risque de taux de la Caisse régionale s'apprécie par la mesure de son GAP synthétique (Gap taux fixe + Gap optionnel « équivalent delta » + Gap inflation).

Le risque inflation est couvert au travers de notre entrée dans le dispositif groupe des Avances Miroirs Structurés (AMS).

La Caisse régionale utilise l'applicatif Cristaux 2 développé par Crédit Agricole SA pour le calcul de ses GAPS. Cet applicatif de suivi des GAPS intègre les effets de la macro-couverture afin d'afficher une vision nette des impacts de couverture.

Outil utilisé	Cristaux 2
Périodicité de calcul	Mesures mensuelles
Méthode utilisée	Approche statique (sans renouvellement d'activité)
Indicateurs utilisés	Gaps de taux fixe et Gaps synthétiques.

Dispositif de limites

Les positions de risque de taux sont encadrées par un double dispositif de limites :

- limites en VAN :

L'impact maximal en valeur actuelle nette pour un choc normatif (+/- 200 bps) à la hausse et à la baisse ne doit pas dépasser 10% des Fonds Propres prudents.

Limites VAN en vigueur sur l'année 2017 :

	Limites 2017	Préconisations groupe	Limites réglementaires
Perte potentielle sur 30 ans actualisée	10% des fonds propres prudents	10% des fonds propres prudents	20% des fonds propres prudents

Remarque : Les Fonds Propres Prudents de la Caisse régionale au 30/06/2017 s'élevaient à 1 038 M€.

- limites en GAP :

Pour éviter toute concentration, des limites dites de concentration sont fixées sur un horizon de 10 ans :

- o Sur la première année glissante et l'année civile suivante, la limite a été fixée de sorte à ce qu'une sensibilité à un choc de 200bps soit inférieure ou égale à 3% du PNB annuel budgété.
- o Sur les années civiles trois à dix, la limite a été fixée de sorte à ce qu'une sensibilité à un choc de 200 bps soit inférieure ou égale à 2,5% du PNB annuel.

L'ensemble de ce dispositif est validé annuellement par le Comité Financier et le Conseil d'Administration. Ces limites sont conformes aux orientations fixées par le groupe.

Le risque de taux est couvert :

- par des opérations de hors bilan à l'exception des opérations de micro-couverture calées sur les caractéristiques de leur sous-jacent. Nos opérations de macro couverture du risque de taux sont intégralement effectuées au moyen de swaps vanilles prêteurs ou emprunteurs.
- par des opérations bilancielle (avances globales, TCN interbancaires, emprunts en blanc) ;

Le risque « optionnel » est couvert par la méthode dite de « l'équivalent delta ».

3 Expositions

Par convention et conformément à la méthodologie Groupe, nous appelons :

- GAP Taux Fixe négatif, un GAP né d'un manque de ressources à taux fixe rapporté au volume des emplois à taux fixe et donc une exposition adverse à la hausse des taux ;
- GAP Taux Fixe positif, un GAP né d'un manque d'emplois à taux fixe rapporté au volume des ressources à taux fixe et donc une exposition adverse à la baisse des taux ;

Au 30/06/2017, l'exposition du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est la suivante :

	Année 1 glissante	2018	2019	2020	2025	2030
Gap synthétique (en M€)	-420	-386	145	173	68	-370
Dépassement de limite GAP	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun

La Caisse régionale étant globalement risquée en cas de hausse des taux, l'application du choc de +200 bps aurait les incidences suivantes sur les fonds propres prudents :

	Scénario favorable	Scénario défavorable
	Impact choc	
	- 200 bps	+ 200 bps
Impact VAN	+60 M€	-35 M€

Rappel Limite VAN	Non applicable	103,8 M€
Consommation Limites VAN	Non applicable	34%
Sensibilité / Fonds propres prudentiels	Non applicable	3,4%

Rappel :

-Limite Réglementaire : 20%

-Limite Groupe : 10%

-Limite Caisse régionale Sud Rhône Alpes : 10% pour une situation à 3,4% au 30/06/2017

4 Politique de couverture

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

La protection de la valeur patrimoniale du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes suppose d'adosser les postes du bilan/hors bilan sensibles à la variation des taux d'intérêt (postes à taux fixe) à des instruments à taux fixe également, afin de neutraliser les variations de juste valeur observées en cas de variation des taux d'intérêt.

Lorsque cet adossement est fait au moyen d'instruments dérivés (principalement des swaps de taux fixe), ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture de juste valeur (Fair Value Hedge) dès lors que les instruments identifiés (micro FVH) ou les groupes d'instruments identifiés (macro FVH) comme éléments couverts sont éligibles au sens de la norme IAS 39.

En vue de vérifier l'adéquation de la couverture, les instruments de couverture et les éléments couverts sont échancés par bande de maturité en utilisant les caractéristiques des contrats ou, pour certains postes du bilan (collecte notamment) des hypothèses qui se basent notamment sur les caractéristiques financières des produits et sur des comportements historiques. La comparaison des deux échéanciers (couvertures et éléments couverts) permet de documenter la couverture de manière prospective, en cours de période et rétrospectifs.

Instruments financiers dérivés de micro couverture

L'efficacité de chacun des instruments financiers dérivés classés en micro couverture a été vérifiée sur la base des éléments suivants :

- éligibilité à la relation de micro couverture FVH : tous les swaps considérés sont prêteurs ou emprunteurs TF contre Euribor, Eonia ou TAM ;
- corrélation forte entre les périodicités du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre le notionnel du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre les dates de maturité du swap et de l'élément couvert ;
- corrélation forte entre les index de taux du swap et de l'élément couvert ;
- variations de JV des flux d'intérêt générés par l'élément couvert oscillant entre 80% et 120% des variations de JV du flux d'intérêts généré par la jambe fixe du swap de couverture.

Les instruments financiers dérivés ne répondant plus aux conditions de la norme IAS 39 ont été classés en trading.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE (CFH)

La protection de la marge d'intérêt suppose de neutraliser la variation des futurs flux de trésorerie associés d'instruments ou de postes du bilan liée à la refixation dans le futur du taux d'intérêt de ces instruments, soit parce qu'ils sont indexés sur des indices de taux qui fluctuent, soit parce qu'ils seront refinancés à taux de marché à un certain horizon de temps.

Lorsque cette neutralisation est effectuée au moyen d'instruments dérivés, ceux-ci sont considérés comme des dérivés de couverture des flux de trésorerie (Cash Flow Hedge). Dans ce cas également, cette neutralisation peut être effectuée pour des postes du bilan ou des instruments identifiés individuellement (micro CFH) ou des portefeuilles de postes ou instruments (macro CFH).

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes détient au 30/06/2017 neuf actifs à taux variable micro couverts en CFH. Il s'agit de titres d'état français à revenu indexé sur l'inflation détenus dans notre portefeuille AFS.

Ils sont documentés selon la Shortcut Method conformément à la norme IAS 39.

COUVERTURE DE L'INVESTISSEMENT NET EN DEVISE (Net Investment Hedge)

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par ce type de couverture.

4. RISQUES DE CHANGE

Le risque de change correspond au risque de variations de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné de façon significative par ce type de risque.

5. RISQUES DE LIQUIDITE ET DE FINANCEMENT

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placements.

OBJECTIFS ET POLITIQUE

Les exigences réglementaires en matière de liquidité sont définies par :

- Le règlement CRBF n°97-02 modifié par les arrêtés du 05 mai 2009 et du 3 novembre 2014 relatifs à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité,
- L'instruction n°2009-05 de la Commission Bancaire relative à l'approche standard du risque de liquidité modifiée par l'arrêté du 3 novembre 2014
- Le règlement européen n°575/2013 (réglementation Bâle III et instauration du Liquidity Coverage Ratio – LCR).

La Caisse régionale est exposée, comme tous les établissements de crédit, au risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements. Ce risque se matérialise, par exemple, en cas de retraits massifs des dépôts de la clientèle.

La Caisse régionale assure sa gestion de liquidité à travers la définition d'un plan de financement annuel et pluriannuel et un dispositif de limites (réglementaires et internes au groupe) pour encadrer le risque.

Crédit Agricole SA, en tant qu'organe central du groupe, assure la liquidité des entités du groupe.

GESTION DU RISQUE

1 Rôle de Crédit Agricole SA

Le rôle de centrale de refinancement dévolu à Crédit Agricole SA s'inscrit dans une démarche d'optimisation financière.

Ses missions sont multiples :

- établir chaque année un budget en besoins de liquidités permettant d'établir le programme annuel de refinancement ;
- faire appel au marché court terme et moyen terme ;
- encadrer le risque de liquidité des Caisses régionales ;
- assurer la liquidité du groupe dans son ensemble.

Crédit Agricole SA est, in fine, le garant de la liquidité des Caisses régionales.

2 Rôle de la Caisse régionale

La gestion de la liquidité en Caisse régionale consiste à mesurer et à gérer le risque de liquidité de manière permanente avec plusieurs indicateurs :

- ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio), qui a remplacé le 1^{er} octobre 2015 le ratio de liquidité standard.
- encadrement du risque de liquidité court terme en congruence avec une capacité de résistance à 3 scénarios de crise (systémique, idiosyncratique c'est-à-dire spécifique à l'établissement et global).
- cet encadrement s'exprime au travers d'une limite sur le volume de refinancement court terme et d'une limite sur sa structure en terme de durée minimale ;
- encadrement du risque de liquidité long terme avec une limite sur la concentration de l'échéancier du refinancement long terme et une limite sur le risque de prix de la liquidité.

Le comité de gestion actif-passif a pour mission de traduire et mettre en œuvre sous forme de décisions de gestion, accompagnées de reportings, la politique générale arrêtée en comité financier et validée par le Conseil d'administration en matière de pilotage de la liquidité.

Le suivi de la liquidité fait l'objet d'un reporting semestriel au Conseil d'administration et au minimum trimestriel en comité financier.

Plusieurs sources de refinancement sont accessibles aux Caisses régionales :

- la mobilisation du compte courant de trésorerie ouvert auprès de Crédit Agricole SA ;
- les emprunts en blanc auprès de la trésorerie de Crédit Agricole SA ;
- les avances dites spécifiques (rétrocession de liquidité par Crédit Agricole SA aux Caisses régionales) suite à des émissions obligataires sécurisées (covered bonds) ;
- les émissions de CDN et BMTN.

Programme d'émission de CDN/BMTN

Pour 2017, un programme d'émission de TCN (clientèle et interbancaire) a été validé auprès de la Banque de France.

	CDN	BMTN simples	BMTN subordonnés
MONTANT	1 400 M€	300 M€ Dont 100 M€ de BMTN Subordonnés Radian	300 M€ de BMTN Subordonnés de Caisses locales
DUREE	10 jours à 1 an	> 1 an	> 1 an
REMUNERATION ENVISAGEE	Libre	Libre	Libre
MONTANT MINIMUM FIXE	150 000€	150 000€	150 000€
EMISSION	En Euros	En Euros	En Euros

METHODOLOGIE

La Direction financière est en charge du calcul du risque de liquidité, de l'exécution des opérations de refinancements décidées par le comité de gestion actif-passif, avec un contrôle hebdomadaire au niveau du Middle Office ainsi que du Contrôle permanent.

Le pilotage du risque de liquidité repose sur plusieurs piliers :

- le respect des limites groupe sur le refinancement court terme et moyen terme, pilotage des scénarios de crise ;
- le pilotage du ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio). Ce ratio, applicable depuis le 1er octobre 2015 mesure la capacité de la Caisse régionale à résister à une crise de liquidité sévère : fuite des dépôts et fermeture du marché de refinancement, sur une durée d'un mois. Le montant des réserves doit être supérieur au différentiel entre les sorties et les entrées de Cash à 1 mois.
- la diversification des sources de refinancement ;
- la projection des besoins de refinancement en fonction des prévisions d'activité et le pilotage des tombées de refinancement court et moyen terme.

EXPOSITION

Au 30/06/2017, les ratios relatifs à la liquidité du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes sont les suivants :

- ratio de liquidité LCR (Bâle III) : 104% pour une exigence réglementaire de 80%.
- refinancement court terme : 1,1 Mds€ (limite interne de 1,65 Mds€) soit 38% de nos réserves de liquidité (2.9Mds).
 - dont refinancement auprès de Crédit Agricole SA net : 0,8 Mds€ ;
 - dont refinancement via CDN interbancaires : 0,3 Mds€.

6. RISQUES OPERATIONNELS

Le risque opérationnel correspond au risque de perte résultant de l'inadéquation ou de la défaillance des processus internes, des personnes, des systèmes ou d'événements extérieurs, risque juridique inclus mais risque stratégique et de réputation exclus.

Le dispositif de gestion et de surveillance des risques opérationnels n'a pas connu de modification substantielle au cours du 1er semestre 2017.

Sur les six premiers mois de l'année 2017, le montant total des incidents ayant pour origine un risque opérationnel pur, reste dans la tendance des chiffres enregistrés en 2016 sur la même période.

Le risque frontière crédit reste également sur les mêmes tendances.

ASSURANCE ET COUVERTURE DES RISQUES OPERATIONNELS

Pour la protection de son bilan et de son compte de résultat le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a souscrit les polices d'assurance couvrant les risques principaux suivants :

- police pertes d'exploitation qui garantit une partie du PNB en cas d'arrêt d'activité ;
- police globale de Banque qui vise à prendre en charge les sinistres de type détournements, escroqueries ou vols ;
- polices de responsabilité qui visent à prendre en charge des sinistres envers des tiers lésés ;
- polices de dommage qui visent à prendre en charge les sinistres sur le patrimoine immobilier et matériel.

7. RISQUES DE NON CONFORMITE

Il convient de se référer au dernier rapport du 31 décembre 2016 du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale des sociétaires sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil et sur les procédures de contrôle interne.

8. RISQUES JURIDIQUES

Les risques juridiques en cours au 30 juin 2017 susceptibles d'avoir une influence négative sur le patrimoine de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes ont fait l'objet de provisions adéquates tenant compte des informations dont dispose la Direction Générale.

Au 30 juin 2017, il n'existe aucun risque significatif susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale.

Comme indiqué dans son communiqué du 24 mai 2017, la Caisse régionale Sud Rhône Alpes a été assignée devant le Tribunal de Grande Instance de Grenoble par quelques porteurs de CCI en vue d'obtenir le rachat de leurs titres. Cette action est initiée par l'Association de défense des actionnaires minoritaires (ADAM). Les arguments qu'elle développe sont sans fondement et la Caisse régionale Sud Rhône Alpes est donc très confiante sur l'issue de cette procédure.

CREDIT AGRICOLE SUD RHONE ALPES

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2017

(Ayant fait l'objet d'un examen limité)

**Examinés par le Conseil d'administration du
Crédit Agricole Sud Rhône Alpes le 25/07/2017**

Présentation juridique du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est une société coopérative à capital variable régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Siège Social : 15-17 rue Paul Claudel BP 67 38041 GRENOBLE Cedex 9

Immatriculée au RCS Grenoble n°402 121 958 Code NAF 6419 Z

Le CCI émis par le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est coté à Euronext Paris (FR0000045346).

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Intérêts et produits assimilés	3.1	208 800	440 671	224 627
Intérêts et charges assimilées	3.1	-93 886	-202 802	-97 822
Commissions (produits)	3.2	106 960	204 726	102 659
Commissions (charges)	3.2	-24 796	-47 827	-23 063
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	235	470	256
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	31 803	30 059	29 806
Produits des autres activités	3.5	4 533	2 540	1 371
Charges des autres activités	3.5	-2 731	-4 872	-1 995
PRODUIT NET BANCAIRE		230 918	422 965	235 839
Charges générales d'exploitation	3.6	-119 843	-238 873	-120 595
Dotations amortissements et dépréciations immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-8 857	-11 940	-5 931
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		102 218	172 152	109 313
Coût du risque	3.8	-6 053	-10 534	-9 460
RESULTAT D'EXPLOITATION		96 165	161 618	99 853
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		0	0	0
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	-175	-372	-302
Variations de valeur des écarts d'acquisition			0	0
RESULTAT AVANT IMPOT		95 990	161 246	99 551
Impôts sur les bénéfices	3.10	-22 439	-49 094	-24 792
Résultat net d'impôt des activités abandonnées				0
RESULTAT NET		73 551	112 152	74 759
Participations ne donnant pas le contrôle		-1	1	0
RESULTAT NET – PART DU GROUPE		73 550	112 153	74 759

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Résultat net		73 551	112 152	74 759
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		0	-2 811	-2 017
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence		0	-2 811	-2 017
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		0	0	695
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises en équivalence		0	538	0
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence		0	0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées		0	0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	3.11	0	-2 273	-1 322
Gains et pertes sur écarts de conversion		0	0	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		1 503	5 133	4 320
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		677	-1 194	1 826
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises mises en équivalence		2 180	3 939	6 146
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables part du Groupe des entreprises mises en équivalence		0	0	0
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence		199	-439	-2 024
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence		0	0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées		0	0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		2 379	3 500	4 122
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	3.11	2 379	1 227	2 800
Résultat net gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		75 930	113 379	77 559
Dont part du Groupe		75 929	113 378	77 559
Dont participations ne donnant pas le contrôle		1	1	0

BILAN ACTIF

	Notes	30/06/2017	31/12/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Caisse, banques centrales		56 556	57 163
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	4 033	112
Instruments dérivés de couverture		33 671	24 278
Actifs financiers disponibles à la vente	5.2 - 5.4	1 410 017	1 369 284
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5.3 - 5.4	978 953	996 553
Prêts et créances sur la clientèle	5.3 - 5.4	14 034 893	13 739 273
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		151 095	232 493
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		1 285 576	1 103 510
Actifs d'impôts courants et différés		44 277	71 332
Comptes de régularisation et actifs divers		456 630	525 045
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnés		0	0
Participation aux bénéfices différée		0	0
Participation dans les entreprises mises en équivalence		0	0
Immeubles de placement	5.9	8 263	1 343
Immobilisations corporelles	5.10	109 422	86 071
Immobilisations incorporelles	5.10	2 027	2 065
Ecarts d'acquisition		0	0
TOTAL DE L'ACTIF		18 575 413	18 208 522

BILAN PASSIF

	Notes	30/06/2017	31/12/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	928	503
Instruments dérivés de couverture		300 613	391 922
Dettes envers les établissements de crédit	5.6	10 237 214	10 165 167
Dettes envers la clientèle	5.6	5 080 548	4 916 291
Dettes représentées par un titre	5.7	400 613	225 772
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		27 451	33 696
Passifs d'impôts courants et différés		19 646	0
Comptes de régularisation et passifs divers		257 335	289 275
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées		0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	0
Provisions	5.11	57 670	54 175
Dettes subordonnées	5.7	37 453	37 671
Total dettes		16 419 471	16 114 472
Capitaux propres		2 155 942	2 094 050
Capitaux propres - part du Groupe		2 155 816	2 093 925
Capital et réserves liées		450 874	444 985
Réserves consolidées		1 614 223	1 521 997
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		17 169	14 790
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres s/activités abandonnées		0	0
Résultat de l'exercice		73 550	112 153
Participations ne donnant pas le contrôle		126	125
TOTAL DU PASSIF		18 575 413	18 208 522

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital	Elimination des titres auto-détenus	Gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 1er janvier 2016	259 916	1 727 085	- 3 135	13 566	0	1 997 432	123	1997 555
Augmentation de capital	- 1 049					- 1 049		- 1 049
Variation des titres auto détenus			- 827			- 827		- 827
Dividendes versés au 1er semestre 2016		- 17 496				- 17 496		- 17 496
Dividendes CCI auto détenus reçus mis en réserve								0
Dividendes reçus des CR et filiales								0
Mouvements liés aux paiements en actions								0
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	- 1 049	- 17 496	- 827	0	0	- 19 372	0	- 19 372
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				2 800		2 800		2 800
Résultat du 1 ^{er} semestre 2015					74 759	74 759		74 759
Autres variations		-80				- 80		- 80
Capitaux propres au 30 juin 2016	258 867	1 709 509	- 3 962	16 366	74 759	2 055 539	123	2 055 662
Augmentation de capital	3 622	- 738				3 622		3 622
Variation des titres auto détenus			- 1 269			- 1 269		- 1 269
Dividendes versés au 2 ^{ème} semestre 2016								0
Variation réserves suite annulation CCI								0
Mouvements liés aux paiements en action		224				224		224
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	3 622	224	- 1 269	0	0	2 577	0	2 577
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	- 1 576	0	- 1 576	3	- 1 573
Variation des écarts actuariels								
Résultat du 2 ^{ème} semestre 2016					37 394	37 394	- 1	37 393
Autres variations		- 9				- 9		- 9
Capitaux propres au 31 décembre 2016	262 489	1 709 724	- 5 231	14 790	112 153	2 093 925	125	2 094 050
Affectation du résultat 2016		112 153			- 112 153			0
Capitaux propres au 1er janvier 2017	262 489	1 821 877	- 5 231	14 790	0	2 093 925	125	2 094 050
Evolution du capital (1)	4 029	- 492				3 537		3 537
Variation des titres auto détenus			2 352			2 352		2 352
Dividendes versés/à verser au 1er semestre 2017		- 17 425				- 17 425		- 17 425
Dividendes CCI auto détenus reçus mis en réserve								0
Dividendes reçus des CR et filiales								0
Effets des acquisitions-cessions/participations ndpc		1				1		1
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	4 029	- 17 916	2 352	0	0	- 11 535	0	- 11 535
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				2 379		2 379		2 379
Résultat du 1 ^{er} semestre 2017					73 550	73 550	10	73 550
Autres variations		- 2 503				- 2 503		- 2 503
Capitaux propres au 30 juin 2017	266 518	1 801 458	- 2 879	17 169	73 550	2 155 816	126	2 155 942

(1) L'évolution du capital au 1^{er} semestre 2017 correspond à l'augmentation du capital des caisses locales diminué de la baisse du capital des CCI suite à une opération d'annulation de 21 500 CCI auto-détenus en juin 2017.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)	1er semestre 2017	1er semestre 2016	31/12/2016
Résultat avant impôts	95 990	99 551	161 246
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	8 856	5 931	11 940
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0	0	0
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	-329	8 791	16 284
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	0	0	0
Résultat net des activités d'investissement	-2 706	312	347
Résultat net des activités de financement	1 035	1 044	2 103
Autres mouvements	15 545	961	-10 219
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	22 401	17 039	20 455
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-28 941	502 156	1 148 450
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-170 319	11 170	-164 543
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-87 367	-47 010	-136 847
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	13 228	-351 336	-172 545
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	0	0	0
Impôts versés	24 401	-18 385	-56 409
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-248 998	96 595	618 106
Flux provenant des activités abandonnées			
TOTAL Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	-130 607	213 185	799 807
<i>Flux liés aux participations (1)</i>	2 047	-895	-467 536
<i>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</i>	-15 025	-9 899	-26 723
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>		0	
TOTAL Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements (B)	-12 978	-10 794	-494 259
<i>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</i>	-12 463	-10 073	-15 173
<i>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)</i>	36 549	-1 262	-2 049
<i>Flux provenant des activités abandonnées</i>			0
TOTAL Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	24 086	-11 335	-17 222
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	712	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	-118 787	191 056	288 326
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	251 176	-37 150	-37 150
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	57 163	60 086	60 086
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	194 013	-97 236	-97 236
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	132 388	-153 906	251 176
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	56 556	-59 794	57 163
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	75 832	-94 112	194 013
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-118 788	-191 056	288 326

* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus.

** composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains" et "comptes et prêts au jour le jour sains" tels que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs" et "comptes et emprunts au jour le jour" tels que détaillés en note 5.7 (hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation et filiales. Au cours du 1^{er} semestre 2017, de nombreuses opérations notamment de notre filiale de capital investissement CASRA Capital consolidée pour la première fois au 30 juin 2017. Les principales opérations sont : Financières SA pour 614 milliers d'euros et HOLSER pour 458 milliers d'euros au niveau de CASRA Capital et CAAGIS pour 211 milliers d'euros au niveau de la Caisse régionale.

(2) Le flux de trésorerie négatif provenant ou à destination des actionnaires comprend principalement le paiement des dividendes et intérêts aux parts versés par le groupe Crédit Agricole Sud Rhône Alpes à ses actionnaires à hauteur de 17 425 milliers d'euros compensé en partie par l'augmentation du capital des caisses locales.

(3) Ce flux représente l'emprunt réalisé dans le cadre de la seconde titrisation nationale de crédits habitats de février 2017, pour 37 802 milliers d'euros compensé en petite partie par le remboursements du capital des TSR et les intérêts versés sur les TSR émis et les titres participatifs.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe, jugements et estimations utilisés

Les comptes consolidés intermédiaires résumés du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes au 30 juin 2017 ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de l'information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliqués à un rapport financier intermédiaire.

Les normes et interprétations utilisées pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisés par le groupe Crédit Agricole sur l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2016 établis, en application du règlement CE n° 1606/2002, conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Cela concerne en particulier :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication par l'Union européenne	Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du
IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients Remplacement d'IAS 11 sur la reconnaissance des contrats de construction et d'IAS 18 sur la reconnaissance des produits ordinaires	22 septembre 2016 (UE n°2016/1905)	1er janvier 2018
IFRS 9 Instruments financiers Remplacement d'IAS 39 - Instruments financiers : classification et évaluation, dépréciation, couverture	22 novembre 2016 (UE n°2016/2067)	1er janvier 2018

- Norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

La norme IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (conformément au règlement UE 2016/1905). L'amendement « Clarification d'IFRS 15 » qui apporte des précisions complémentaires est en cours d'adoption par l'Union européenne et devrait entrer en vigueur à la même date.

Pour la première application de cette norme, le groupe Crédit Agricole a choisi la méthode rétrospective modifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif au 01/01/2018, sans comparatif au niveau de l'exercice 2017, et en indiquant en annexe les éventuelles incidences de la norme sur les différents postes des états financiers.

La norme IFRS 15 remplacera les normes IAS 11 Contrats de construction, IAS 18 Produits des activités ordinaires, ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 Programmes de fidélisation de la clientèle, IFRIC 15 Contrats de construction de biens immobiliers, IFRIC 18 Transferts d'actifs provenant de clients et SIC 31 Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité.

Elle regroupe dans un texte unique les principes de comptabilisation des revenus issus des ventes de contrats à long terme, ventes de biens, ainsi que des prestations de services qui n'entrent pas dans le champ d'application des normes relatives aux instruments financiers (IAS 39), aux contrats d'assurance (IFRS 4) ou aux contrats de location (IAS 17). Elle introduit des concepts nouveaux qui pourraient modifier les modalités de comptabilisation de certains revenus du produit net bancaire.

Sur la base des conclusions de l'étude d'impact menée au cours de ce semestre, le Groupe estime que la mise en œuvre de la norme IFRS 15 n'aura pas d'impact significatif dans les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2018.

En l'état actuel de ses analyses, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'attend pas d'impacts significatifs sur son résultat.

- Norme IFRS 9 Instruments Financiers

La norme IFRS 9 Instruments Financiers est appelée à remplacer la norme IAS 39 Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. Elle a été adoptée par l'Union européenne le 22 novembre 2016 et publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 29 novembre 2016. Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Elle définit de nouveaux principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

- Les principales évolutions apportées par la norme

Classement et évaluation des actifs financiers

Sous IFRS 9, les critères de classement et d'évaluation dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié d'instrument de dette (ie prêt, avance, crédit, titre obligataire, part de fonds) ou d'instruments de capitaux propres (i.e. action).

S'agissant des instruments de dettes (prêts et titres à revenus fixes ou déterminables), la norme IFRS 9 s'appuie sur le modèle de gestion d'une part et sur l'analyse des caractéristiques contractuelles d'autre part, pour classer et évaluer les actifs financiers.

- Les trois modèles de gestion :
 - o Le modèle de pure collecte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie ;
 - o Le modèle mixte dont l'intention est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie et de céder l'actif s'il existe une opportunité ;
 - o Le modèle de pure cession dont l'intention est de céder l'actif.
- Les caractéristiques contractuelles (test 'Solely Payments of Principal & Interests' ou test 'SPPI') :

Ce second critère est appliqué aux caractéristiques contractuelles du prêt ou du titre de dette pour en déduire l'éligibilité définitive de l'instrument à une catégorie comptable de classement et d'évaluation.

Lorsque l'instrument de dette a des flux de trésorerie attendus qui ne reflètent pas uniquement des éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts (i.e. taux simple), ses caractéristiques contractuelles sont jugées trop complexes et dans ce cas, le prêt ou le titre de dette est comptabilisé à la juste valeur par résultat quel que soit le modèle de gestion. Sont visés les instruments qui ne respectent pas les conditions du test 'SPPI'.

Sur cet aspect, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes est attentif à la publication en avril par l'IASB d'un exposé sondage relatif aux instruments de dettes avec des options de remboursement anticipé symétriques, prendra en compte le cas échéant les conclusions de cet amendement lorsqu'il sera définitif.

Sur la base des critères énoncés ci-dessus :

- Un instrument de dette est comptabilisé au coût amorti à condition d'être détenu en vue d'en percevoir les flux de trésorerie représentatifs uniquement d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.
- Un instrument de dette est comptabilisé à la juste valeur par capitaux propres recyclables à condition d'être dans un modèle mixte de collecte de flux de trésorerie et de revente en fonction des opportunités, sous réserve que ses caractéristiques contractuelles soient également représentatives d'éléments de capital et de pure rémunération d'intérêts respectant le test SPPI.
- Un instrument de dette qui n'est pas éligible à la catégorie coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables est enregistré en juste valeur par résultat. C'est le cas notamment des instruments de dette dont le modèle de gestion est de pure cession. Cela concerne également les parts d'OPCVM non consolidées qui sont des instruments de dette ne respectant pas le test SPPI indépendamment du modèle de gestion.

S'agissant des instruments de capitaux propres (investissements de type actions), ils doivent être, par défaut, comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction).

En synthèse, l'application du volet classement et évaluation d'IFRS 9 par le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes devrait conduire :

- Au classement en coût amorti de la grande majorité des prêts et créances, ceux-ci respectant le test SPPI ;
- Au classement en juste valeur par capitaux propres recyclables ou au coût amorti des instruments de dette en fonction de la documentation du modèle de gestion documenté en date de première application.

Dépréciation

La norme IFRS 9 instaure un nouveau modèle de dépréciation qui exige de comptabiliser les pertes de crédit attendues ('Expected Credit Losses' ou 'ECL') sur les crédits et les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, sur les engagements de prêts et sur les contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur, ainsi que sur les créances résultant de contrats de location et créances commerciales.

Cette nouvelle approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues alors que dans le modèle de provisionnement d'IAS 39, elle est conditionnée par la constatation d'un événement objectif de perte avérée.

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et ceux attendus (incluant le principal et les intérêts).

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ('Loss Given Default' ou 'LGD').

Le nouveau modèle de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes :

- 1ère étape : dès la comptabilisation initiale de l'instrument (prêt, titre de dette, garantie ...), l'entité comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2ème étape : dans un deuxième temps, si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, l'entité comptabilise les pertes prévues sur sa durée de vie ;
- 3ème étape : dans un troisième temps, dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, l'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité.

Concernant la deuxième étape, le suivi et l'estimation de la dégradation significative du risque de crédit peuvent être effectués sur une base individuelle de niveau transactionnel ou sur une base collective de niveau portefeuille en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques communes de risque de crédit. La démarche repose sur l'utilisation d'un large éventail d'informations, incluant des données historiques de pertes observées, des ajustements de nature conjoncturelle et structurelle, ainsi que des projections de pertes établies à partir de scénarii raisonnables.

Cette dégradation dépend du niveau de risque à la date de comptabilisation initiale et doit être constatée avant que la transaction ne soit dépréciée (3ème phase).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes s'inscrit dans le processus du groupe Crédit Agricole fondé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères absolus et relatifs qui s'imposent à l'ensemble des entités du Groupe ;
- Un deuxième niveau lié à l'appréciation en local de critères qualitatifs du risque porté par le Groupe sur ses portefeuilles pouvant conduire à durcir les critères de dégradation définis en premier niveau (basculer d'un portefeuille ou sous-portefeuille en étape 2 d'ECL à maturité).

Il existe une présomption réfutable de dégradation significative en présence d'un impayé de plus de trente jours. Le Groupe pourra réfuter cette présomption sur le périmètre des encours pour lesquels des dispositifs de notation internes ont été construits, en particulier les expositions suivies en méthodes avancées, considérant que l'ensemble des informations intégrées dans les dispositifs de notation permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayés de plus de trente jours.

Concernant le périmètre des instruments entrant dans la troisième étape de provisionnement, le Groupe alignera la définition de la défaillance avec celle du défaut actuellement utilisée en gestion pour des fins réglementaires.

Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Un arriéré de paiement généralement supérieur à quatre-vingt-dix jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;

- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

En synthèse, le nouveau modèle de provisionnement d'IFRS 9 pourrait conduire à une augmentation du montant des dépréciations sur les prêts et titres comptabilisés au bilan au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres recyclables, et sur les engagements hors bilan.

Comptabilité de couverture

Sur la comptabilité de couverture (hors opérations de macro-couverture de juste valeur), la norme IFRS 9 prévoit des évolutions limitées par rapport à IAS 39. Les dispositions de la norme s'appliquent au périmètre suivant :

- Toutes les opérations de micro-couverture ;
- Les opérations de macro-couverture de flux de trésorerie uniquement.

Les opérations de macro-couverture de Juste Valeur de risque de taux sont exclues et peuvent rester dans le champ d'IAS 39 (option).

Lors de la première application de la norme IFRS 9, deux possibilités sont offertes par la norme :

- Appliquer le volet « couverture » IFRS 9 ; ou
- Maintenir IAS 39 jusqu'à l'application d'IFRS 9 pour l'ensemble des relations de couverture (au plus tard lorsque le texte macro-couverture de Juste Valeur de taux sera adopté par l'Union européenne).

Conformément à la décision du Groupe, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'appliquera pas ce volet de la norme.

Toutefois, des informations devront être fournies dans les annexes aux états financiers avec une granularité accrue sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers.

- Le déploiement du projet dans le groupe Crédit Agricole

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes fait partie intégrante du projet Groupe qui s'est organisé pour mettre en œuvre la norme IFRS 9 dans les délais requis, en associant l'ensemble des fonctions comptables, finances, risques et informatiques.

Les étapes du projet et les réalisations à date

Au premier semestre 2015, les travaux ont porté sur :

- L'analyse des dispositions de la norme, avec une attention particulière sur les changements induits par les nouveaux critères de classement et d'évaluation des actifs financiers et par la refonte du modèle de dépréciation du risque de crédit qui requiert de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues (ECL) ;
 - L'identification des questions clés et des principaux sujets d'interprétation comptable à partir des premiers macro-chiffrages des impacts de la norme.
- Après cette étape d'analyse et de diagnostic, [L'entité] a pris part à la phase de mise en œuvre du projet à partir de septembre 2015.

Par ailleurs, durant l'année 2016, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a été associée aux principales réalisations qui ont concerné :

- Les chantiers normatifs avec l'identification des principaux impacts sur les états financiers et la définition du processus cible de provisionnement du Groupe qui s'est concrétisé par la rédaction d'un cadre méthodologique commun ;
- Les chantiers méthodologiques Groupe de définition des options possibles concernant la formule de calcul des provisions, la dégradation significative et le forward looking, ainsi que la méthodologie de calcul de la juste valeur des crédits ;
- Des simulations provisoires des impacts de la nouvelle norme sur les états financiers et les fonds propres prudentiels, notamment pour répondre au mieux aux demandes de l'Autorité Bancaire Européenne au niveau du groupe Crédit Agricole. Ces travaux ont été effectués sur la base des données comptables au 31/12/2015 de niveau Groupe ;
- Les chantiers informatiques avec des impacts majeurs dans les systèmes d'information, impliquant des travaux de spécifications sur les outils Risques et Finance et des choix d'outils mutualisés, à savoir : un outil central de provisionnement et pour les titres de dettes côtés un outil d'analyse des caractéristiques contractuelles permettant l'industrialisation du test SPPI.

L'ensemble de ces travaux de déploiement se poursuivent en 2017 et ont intégré des chiffrages d'impact sur la base des états financiers au 31 décembre 2016 afin de répondre notamment à la demande de l'Autorité Bancaire Européenne (EBA). Ces travaux seront finalisés courant 2017.

- Transition

La norme IFRS 9 est d'application rétrospective et obligatoire à compter du 1er janvier 2018 en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans l'obligation de retraiter les états financiers de la période comparative 2017. En conséquence, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes ne prévoit pas de retraiter les états financiers présentés en comparaison avec ceux de l'année 2018.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 30 juin 2017 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2017.

Cela concerne en particulier la norme IFRS 16 et la norme IFRS 17.

La norme IFRS 16 Contrats de location remplacera la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées (IFRIC 4, Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15, Avantages dans les contrats de location et SIC 27, Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location). Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

La principale évolution apportée par la norme IFRS 16 concerne la comptabilité des locataires. IFRS 16 imposera pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location, avec la reconnaissance au passif d'une dette locative représentative des engagements sur toute la durée du contrat, et à l'actif un droit d'utilisation à amortir.

Une étude d'impact de la mise en œuvre de la norme dans le groupe Crédit Agricole est en cours de réalisation avec des premiers résultats attendus d'ici la fin de l'année 2017.

La norme IFRS 17 Contrats d'assurance remplacera IFRS 4. Elle sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. La principale évolution apportée par la norme IFRS 17 porte sur la valorisation des contrats d'assurance. [L'entité] participe à la phase de mise en œuvre du projet lancé par le Groupe afin d'identifier les enjeux et les impacts de la norme.

Par ailleurs, plusieurs amendements et une interprétation à des normes existantes ont été publiés par l'IASB, sans enjeu majeur pour le Groupe, qui s'appliquent respectivement au 1er janvier 2017 et au 1er janvier 2018 sous réserve de leur adoption par l'Union européenne. : il s'agit d'une part des amendements à IAS 7 Etat des flux de trésorerie, à IAS 12 Impôts sur le résultat et à IFRS 12 Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités. Et d'autre part, il s'agit des amendements IFRS 2 Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, IAS 40 Immeubles de placement, IAS 1 Présentation des états financiers et à IAS 28 Participations dans des entreprises associées, et de l'interprétation IFRIC 22 Transactions en monnaies étrangères et contrepartie anticipée.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2016 du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances de [L'entité] sont mentionnées dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les participations non consolidées, la valorisation des entreprises mises en équivalence, les régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs ainsi que les plans de stock-options [le cas échéant], les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à maturité, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Principales opérations de structures et événements significatifs de la période

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2017 est présenté à la fin des notes annexes en note 10. Il a évolué par rapport au 31 décembre 2016.

Deux nouvelles entités ont été consolidées au sein du Groupe Crédit Agricole Sud Rhône Alpes : la société Foncière Malherbe Claudel détenue à 100 % qui a pour objet l'acquisition pour la vente ou la location de tous immeubles bâtis ou non bâtis et la participation dans toutes sociétés de services immobiliers et la société CASRA Capital détenue à 100 % qui a pour objet de prendre des participations minoritaires dans des sociétés régionales en développement.

Une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2017) a été consolidée au sein du Groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les 39 Caisses régionales le 23 février 2017. Cette transaction est le premier RMBS français placé dans le marché par le Groupe.

Cette opération s'est traduite par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales au « FCT Crédit Agricole Habitat 2017 » pour un montant de 1 milliards d'euros. Les titres senior adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès de 37 investisseurs européens (banques, fonds et banques centrales). Dans le cadre de cette titrisation, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 44,8 millions d'euros au FCT Crédit Agricole Habitat 2017. Elle a souscrit pour 5,4 millions d'euros des titres subordonnés.

3. Notes relatives au résultat net et aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

3.1. Produits et Charges d'intérêts

	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Sur opérations avec les établissements de crédit	935	2 693	1 721
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 513	30 373	17 394
Sur opérations avec la clientèle	174 183	369 258	186 222
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	894	1 883	1 117
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13 528	28 200	14 084
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	4 747	8 263	4 088
Sur opérations de location-financement	0	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	0	1	1
Produits d'intérêts (1) (2)	208 800	440 671	224 627
Sur opérations avec les établissements de crédit	-3 519	-5 342	-2 738
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-32 195	-67 466	-33 882
Sur opérations avec la clientèle	-13 005	-33 423	-13 745
Sur dettes représentées par un titre	89	-470	-335
Sur dettes subordonnées	-1 008	-2 048	-1 017
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-44 247	-94 052	-46 105
Sur opérations de location-financement	0	0	0
Autres intérêts et charges assimilées	-1	-1	0
Charges d'intérêts	-93 886	-202 802	-97 822

(1) Dont 2 543 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 30 juin 2017 contre 5 196 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et 2 568 milliers d'euros au 30 juin 2016

(2) dont 831 milliers d'euros au 30 juin 2017 correspondant à des bonifications reçues de l'Etat, contre 2 102 milliers d'euros au 31 décembre 2016 et 1 120 milliers d'euros au 30 juin 2016.

3.2. Commissions nettes

	30/06/2017			31/12/2016			30/06/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Sur opérations avec les établissements de crédit	384	-42	342	714	-94	620	428	-46	382
Sur opérations internes au Crédit Agricole	9 331	-18 974	-9 643	23 074	-35 893	-12 819	12 428	-17 420	-4 992
Sur opérations avec la clientèle	28 758	-600	28 158	54 857	-1 196	53 661	27 756	-575	27 181
Sur opérations sur titres	3	-4	-1	12	-6	6	8	-2	6
Sur opérations de change	66		66	137		137	71		71
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan			0			0			0
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	67 041	-5 032	62 009	123 385	-10 141	113 244	60 542	-4 767	55 775
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	1 377	-144	1 233	2 547	-497	2 050	1 426	-253	1 173
Produits nets des commissions	106 960	-24 796	82 164	204 726	-47 827	156 899	102 659	-23 063	79 596

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Dividendes reçus	0	0	0
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-365	-102	-58
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	350	0	0
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	250	572	314
Résultat de la comptabilité de couverture	0	0	0
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	235	470	256

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	233 081	-233 081	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	107 234	-125 847	-18 613
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	125 847	-107 234	18 613
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	475 200	-475 200	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	199 086	-276 114	-77 028
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	276 114	-199 086	77 028
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	708 281	-708 281	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	245 543	-245 543	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	125 833	-119 710	6 123
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	119 710	-125 833	-6 123
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	481 154	-481 154	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	261 069	-220 085	40 984
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	220 085	-261 069	-40 984
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	726 697	-726 697	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur	270 967	-270 967	0
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	151 256	-119 711	31 545
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	119 711	-151 256	-31 545
Couvertures de flux de trésorerie	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger	0	0	0
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	581 563	-581 563	0
Variations de juste valeur des éléments couverts	359 515	-222 048	137 467
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	222 048	-359 515	-137 467
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	0	0	0
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
Total Résultat de la comptabilité de couverture	852 530	-852 530	0

3.4. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Dividendes reçus (1)	29 730	30 270	29 865
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (2)	2 976	-21	-39
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) (3)	-838	-95	-20
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances (4)	-65	-95	0
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	31 803	30 059	29 806

(1) La ligne « Dividendes reçus » provient principalement des dividendes reçus de la SAS Rue la Boetie pour 28,2 millions d'euros et de Sacam International pour 0,3 million d'euros.

(2) La plus-value de 2 976 milliers d'euros provient principalement des plus-values réalisées par CASRA Capital filiale de capital investissement nouvellement consolidée au 30 juin 2017 avec notamment des plus-values brutes antérieures à 2017 (première consolidation) et une plus-value de 614 milliers d'euros sur la cession d'une ligne au premier semestre 2017.

Ces plus ou moins-values sont hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 3.8 « Coût du risque ».

(3) La perte de 838 milliers d'euros enregistrée au cours du 1^{er} semestre 2017 au titre de la dépréciation durable concerne principalement des dotations de provisions de plusieurs lignes de la filiale de capital investissement CASRA Capital nouvellement consolidée au 30 juin 2017.

(4) Une cession de « titres détenus jusqu'à l'échéance » (HTM) a été réalisée en conformité avec la norme IAS39 : ligne dégradée de plus de 5 crans depuis son achat.

3.5. Produits et charges nets des autres activités

	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement	- 1 075	- 144	-105
Autres produits (charges) nets	2 877	- 2 188	- 519
Produits (charges) des autres activités	1 802	- 2 332	- 624

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Charges de personnel	-74 168	-151 543	-76 596
Impôts et taxes (1)	-8 205	-11 484	-7 552
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-37 470	-75 846	-36 447
Charges générales d'exploitation	-119 843	-238 873	-120 595

(1) Dont 1 006 milliers d'euros comptabilisés au titre du fonds de résolution unique (FRU).

Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Salaires et traitements	-39 031	-81 060	-40 649
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4 291	-8 751	-4 270
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-1 278	-2 411	-1 067
Autres charges sociales	-12 707	-26 575	-13 992
Intéressement et participation	-8 382	-15 314	-8 160
Impôts et taxes sur rémunération	-8 479	-17 432	-8 458
Total Charges de personnel	-74 168	-151 543	-76 596

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Dotations aux amortissements	-8 819	-12 061	-5 931
Immobilisations corporelles	-8 819	-12 060	-5 930
Immobilisations incorporelles	0	-1	-1
Dotations (reprises) aux dépréciations	-38	121	0
Immobilisations corporelles	0	0	0
Immobilisations incorporelles	-38	121	0
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-8 857	-11 940	-5 931

3.8. Coût du risque

	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-139 876	-44 030	-33 213
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	-125 828	-41 695	-28 275
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	-70	-39	-26
Engagements par signature	-381	-145	-295
Risques et charges	-13 597	-2 151	-4 617
Reprises de provisions et de dépréciations	134 232	34 383	23 671
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe			
Prêts et créances	131 258	31 439	21 141
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	141	15	14
Engagements par signature	221	686	416
Risques et charges	2 612	2 243	2 100
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-5 644	-9 647	-9 542
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-397	-1 101	-291
Récupérations sur prêts et créances amortis	160	866	729
Décotes sur crédits restructurés	-96	-476	-274
Pertes sur engagements par signature	-29	-61	-2
Autres pertes	-47	-115	-80
Autres produits			
Coût du risque	- 6 053	- 10 534	- 9 460

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	-175	-372	-302
Plus-values de cession	26	22	11
Moins-values de cession	-201	-394	-313
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession			
Moins-values de cession			
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-175	-372	-302

3.10. Impôts

Charge d'impôt :

	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Charge d'impôt courant	-24 518	-27 268	-25 821
Charge d'impôt différé	2 079	-21 826	1 029
Charge d'impôt de la période	-22 439	-49 094	-24 792

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 30 juin 2017	<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence		95 990	Taux d'impôt théorique 34,43 %	33 049
Effet des différences permanentes				1 104
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires				- 1 154
Effets des intragroupes nationaux				- 10 209
Effet de l'imposition à taux réduit				-2
Changement de taux				44
Effet des autres éléments				- 393
Taux et charge effectifs d'impôt			23,38 %	22 439

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2017.

Au 31 décembre 2016	<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence		161 246	Taux d'impôt théorique 34,43 %	55 517
Effet des différences permanentes				- 52
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires				26
Effets des intragroupes nationaux				- 9 561
Effet de l'imposition à taux réduit				- 7
Changement de taux				
Effet des autres éléments				3 171
Taux et charge effectifs d'impôt			30,45 %	49 094

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2016.

Au 30 juin 2016	<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence		99 551	Taux d'impôt théorique 34,43 %	34 275
Effet des différences permanentes				1 059
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires				284
Effet de l'imposition à taux réduit				
Effet des intragroupes nationaux dont Rue La Boétie				- 9 952
Effet de l'imposition à taux réduit				- 3
Effet des autres éléments				- 1 271
Taux et charge effectifs d'impôt			24,90 %	24 792

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle sur l'impôt sur les sociétés) des bénéfices taxables en France au 30 juin 2016.

3.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2016
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables			
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	0	-2 811	-2 017
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	0	538	695
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	0	-2 273	-1 322
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables			
Gains et pertes sur écarts de conversion	0	0	0
Ecart de réévaluation de la période			
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	1 503	5 133	4 320
Ecart de réévaluation de la période	7 426	5 035	4 281
Transfert en résultat	- 1 145	98	39
Autres variations	- 4 778		
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	677	-1 194	1 826
Ecart de réévaluation de la période	677	- 1 194	1 826
Transferts en résultat			
Autres variations			
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	199	-439	-2 024
Impôt sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées			
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	2 379	3 500	4 122
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	2 379	1 227	2 800
Dont part Groupe	2379	1225	2800
Dont participations ne donnant pas le contrôle		2	

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et effets d'impôts

	31/12/2016				30/06/2017			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables								
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-7 826	2 264	- 5 562	- 5 562	- 7 826	2 264	- 5 562	- 5 562
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	-7 826	2 264	- 5 562	- 5 562	- 7 826	2 264	- 5 562	- 5 562
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées			0				0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-7 826	2 264	- 5 562	- 5 562	- 7 826	2 264	- 5 562	- 5 562
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-							
Gains et pertes sur écarts de conversion			0				0	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	32 148	- 5 572	26 576	26 575	33 651	- 5 177	28 474	28 473
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	- 8 755	2 532	- 6 223	- 6 223	- 8 078	2 336	- 5 742	- 5 742
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises-mises en équivalence	23 393	- 3 040	20 353	20 352	25 573	- 2 841	22 732	22 731
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprise sur activités abandonnées			0				0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	23 393	- 3 040	20 353	20 352	25 573	- 2 841	22 732	22 731
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	15 567	- 776	14 791	14 790	17 747	- 577	17 170	17 169

	31/12/2015				31/12/2016			
	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe	Brut	Impôt	Net d'impôt	Net dont part Groupe
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables								
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	- 5 015	1 726	- 3 289	- 3 289	-7 826	2 264	- 5 562	- 5 562
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables, hors entreprises mises en équivalence	- 5 015	1 726	- 3 289	- 3 289	-7 826	2 264	- 5 562	- 5 562
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises sur activités abandonnées			0				0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	- 5 015	1 726	- 3 289	- 3 289	-7 826	2 264	- 5 562	- 5 562
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables								
Gains et pertes sur écarts de conversion			0				0	0
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente	27 015	- 5 205	21 810	21 812	32 148	- 5 572	26 576	26 575
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	- 7 561	1 726	- 3 289	- 3 289	- 8 755	2 532	- 6 223	- 6 223
Gains et pertes sur actifs non courants destinés à être cédés			0				0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables, hors entreprises-mises en équivalence	19 454	- 2 601	16 853	16 855	23 393	- 3 040	20 353	20 352
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence			0				0	0
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises sur activités abandonnées			0				0	0
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	19 454	- 2 601	16 853	16 855	23 393	- 3 040	20 353	20 352
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	14 439	- 875	13 564	13 566	15 567	- 776	14 791	14 790

4. Informations sectorielles

Le secteur opérationnel présenté dans le reporting interne, correspondant au métier du Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes et conforme à la nomenclature en usage au sein du groupe Crédit Agricole S.A., est celui de « Banque de proximité en France ».

5. Notes relatives au bilan

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30/06/2017	31/12/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	243	112
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 790	0
Valeur au bilan	4 033	112
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

	30/06/2017	31/12/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Instruments de capitaux propres		
- Actions et autres titres à revenus variables		
Titres et dettes		
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenus fixes		
Prêts et avances		
- Créances sur les établissements de crédits		
- Créances sur la clientèle		
- Titres reçus en pension livrée		
- Valeurs reçues en pension		
Instruments dérivés	243	112
Valeur au bilan	243	112

Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

	30/06/2017	31/12/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>		
Instruments de capitaux propres	0	0
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres de dettes	3 790	0
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Effets publics et valeurs assimilées		
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 790	
Prêts et avances	0	0
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Valeurs reçues en pension		
Valeur au bilan	3 790	0

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	928	503
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0
Valeur au bilan	928	503

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2016	31/12/2016
Titres vendus à découvert	0	0
Titres donnés en pension livrée	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	0	0
Dettes envers la clientèle	0	0
Instruments dérivés	928	503
Valeur au bilan	928	503

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par ces passifs.

5.2. Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017			31/12/2016		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	65 259	12 347		67 021	14 668	
Obligations et autres titres à revenu fixe	176 658	116	-416	142 179	170	-200
Actions et autres titres à revenu variable	35 403	729	-456	28 705	375	-487
Titres de participation non consolidés (1)	1 132 697	22 365	-1 036	1 131 379	17 665	-43
Total des titres disponibles à la vente	1 410 017	35 557	-1 908	1 369 284	32 878	-730
Créances disponibles à la vente						
Total des créances disponibles à la vente						
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (2)	1 410 017	35 557	-1 908	1 369 284	32 878	-730
Impôts		-5 314	137		-5 702	130
Gains et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisés directement en capitaux propres (net d'impôts)		30 243	-1 771		27 176	-600

(1) Par exception, les titres SAS Rue la Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 553 430 milliers d'euros au 30 juin 2017 comme au 31 décembre 2016.

(2) Dont 7 milliers d'euros comptabilisés au 1^{er} semestre 2017 au titre de la dépréciation durable sur titres constituée avec aucune ligne de montant significatif.

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Etablissements de crédit		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	94 996	85 114
Comptes et prêts	23 705	13 622
<i>dont comptes ordinaires débiteurs sains</i>	5 914	6 807
<i>dont comptes et prêts au jour le jour sains</i>		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée	70 885	71 088
Prêts subordonnés	406	404
Autres prêts et créances		
Valeur brute	94 996	85 114
Dépréciations		
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	94 996	85 114
Opérations internes au Crédit Agricole		
Titres de dettes	0	0
Titres non cotés sur un marché actif		
Prêts et avances	883 957	911 439
Comptes ordinaires	196 245	195 497
Comptes et avances à terme	687 712	715 942
Prêts subordonnés		
Prêts et créances internes au Crédit Agricole	883 957	911 439
Valeur au bilan	978 953	996 553

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Opérations avec la clientèle		
Titres de dettes	2 842	2 786
- Titres non cotés sur un marché actif	2 842	2 786
Prêts et avances	14 187 898	13 901 047
- Créances commerciales	6 282	7 759
- Autres concours à la clientèle	14 064 376	13 768 212
- Titres reçus en pension livrée		
- Prêts subordonnés		
- Créances nées d'opérations d'assurance directe		
- Avances en comptes courants d'associés	22 560	40 026
- Comptes ordinaires débiteurs	94 680	85 050
Valeur brute	14 190 740	13 903 833
Dépréciations	-155 847	-164 560
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	14 034 893	13 739 273
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
Valeur brute	0	0
Dépréciations		
Valeur nette des opérations de location financement	0	0
Valeur au bilan	14 034 893	13 739 273

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique
(hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	30/06/2017				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administration générale	1 347 128			-389	1 346 739
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	94 996				94 996
Grandes entreprises	1 939 282	48 693	-36 149	-10 903	1 892 230
Clientèle de détail	10 904 330	159 508	-81 400	-27 006	10 795 924
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	14 285 736	208 201	-117 549	-38 298	14 129 889

(1) Dont encours restructurés pour 31 590 milliers d'euros.

	31/12/2016				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Administration générale	1 483 816				1 483 816
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	85 114				85 114
Grandes entreprises	1 890 208	47 015	-34 999	-13 997	1 841 212
Clientèle de détail	10 529 809	151 766	-79 298	-36 266	10 414 245
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle (1)	13 988 947	198 781	-114 297	-50 263	13 824 387

(1) Dont encours restructurés pour 28 562 milliers d'euros.

5.4. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

	31/12/2016	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	30/06/2017
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Créances sur les établissements de crédit	0				0
Créances sur la clientèle	164 560	127 643	- 136 356		155 847
dont dépréciations collectives	50 263	105 891	- 117 856		38 298
Opérations de location financement	0				0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0				0
Actifs financiers disponibles à la vente	31 961	837	- 32		32 766
Autres actifs financiers	324	69	- 162		232
Total Dépréciations des actifs financiers	196 845	128 549	- 136 550	0	188 845

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2015	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	31/12/2016
Créances sur les établissements de crédit	0				0
Créances sur la clientèle	162 498	44 850	- 42 788		164 560
dont dépréciations collectives	51 854	174	- 1 765		50 263
Opérations de location financement	0				0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0				0
Actifs financiers disponibles à la vente	31 865	96			31 961
Autres actifs financiers	326	39	- 41		324
Total Dépréciations des actifs financiers	194 689	44 985	- 42 829	0	196 845

5.5. Exposition au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

30/06/2017	Exposition brute au risque souverain					TOTAL
<i>(en milliers d'euros)</i>	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
France	0	65 259	0	289 693	0	354 952
Allemagne	0	0	0	29 728	0	29 728
Autres pays	0	0	0	0	0	0
Total	0	65 259	0	319 421	0	384 680

31/12/2016	Exposition brute au risque souverain					TOTAL
<i>(en milliers d'euros)</i>	Dont portefeuille bancaire				Dont portefeuille de négociation (hors dérivés)	
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
France	0	67 021	0	274 317	0	341 338
Autres pays	0	0	0	30 628	0	30 628
Total	0	67 021	0	304 945	0	371 966

5.6. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	20 423	31 463
dont comptes ordinaires créditeurs	2 255	8 296
dont comptes et emprunts au jour le jour		23 167
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée	116 714	116 837
Total	137 137	148 300
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	124 085	-654
Comptes et avances à terme	9 975 992	10 017 521
Total	10 100 077	10 016 867
Valeur au bilan	10 237 214	10 165 167

Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Comptes ordinaires créditeurs	3 774 711	3 647 402
Comptes d'épargne à régime spécial	60 163	52 318
Autres dettes envers la clientèle	1 245 674	1 216 571
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Valeur au bilan	5 080 548	4 916 291

5.7. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables	362 811	225 772
Emprunts obligataires	37 802	
Autres dettes représentées par un titre		
Valeur au bilan	400 613	225 772
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	35 395	35 602
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs	2 058	2 069
Valeur au bilan	37 453	37 671

Au cours du 1^{er} semestre 2017, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a réalisé aucune émission de dettes subordonnées.

5.8. Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'est pas concerné par ce type d'opérations.

5.9. Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Variation de périmètre	Solde 30/06/2017
Valeur brute	2 606	711	- 1 076	7 891	10 132
Amortissements et dépréciations	-1 263	- 674	67		-1 869
Valeur au bilan (1)	1 343	37	1009	7 891	8 263

(1) Y compris les immeubles de placement donnés en location simple.

L'augmentation des immeubles de placement entre le 31/12/2016 et le 30/06/2017 présente dans la colonne « variation de périmètre » correspond à l'entrée de la Foncière Malherbe Claudel dans le périmètre de consolidation au 30/06/2017.

(en milliers d'euros)	31/12/2015	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Autres mouvements	Solde 31/12/2016
Valeur brute	3 118	20	-520	- 12	2 606
Amortissements et dépréciations	-1 436	-207	361	19	-1 263
Valeur au bilan (1)	1 682	-187	-159	7	1 343

(1) Y compris les immeubles de placement donnés en location simple.

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût amorti au bilan.

Juste valeur des immeubles de placement

(en milliers d'euros)	30/06/2017	31/12/2016
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	8 263
Valeur de marché des immeubles de placement	8 263	1 343

La valorisation des immeubles correspond au coût amorti net au bilan.

L'augmentation des immeubles de placement entre le 31/12/2016 et le 30/06/2017 correspond principalement à l'entrée de la Foncière Malherbe Claudel dans le périmètre de consolidation au 30/06/2017.

5.10. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

(en milliers d'euros)	31/12/2016	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Autres mouvements	30/06/2017
Immobilisations corporelles d'exploitation						
Valeur brute	222 386	17 320	15 054	-2 705		252 055
Amortissements et dépréciations (1)	-136 315		-8 818	2 501		-142 633
Valeur au bilan	86 071	17 320	6 236	-204	0	109 422
Immobilisations incorporelles						
Valeur brute	3 307					3 307
Amortissements et dépréciations	-1 242		-38			-1 280
Valeur au bilan	2 065	0	-38	0	0	2 027

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

L'augmentation des immobilisations entre le 31/12/2016 et le 30/06/2017 présente dans la colonne « variation de périmètre » correspond à l'entrée de la Foncière Malherbe Claudel dans le périmètre de consolidation au 30/06/2017.

	31/12/2015	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Autres mouvements	31/12/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Immobilisations corporelles d'exploitation						
Valeur brute	202 723	3 893	26 963	-11 206	13	222 386
Amortissements et dépréciations (1)	-134 944		-12 061	10 709	-19	-136 315
Valeur au bilan	67 779	3 893	14 902	-497	-6	86 071
Immobilisations incorporelles						
Valeur brute	9 273			-5 966		3 307
Amortissements et dépréciations	-7 213		-207	6 178		-1 242
Valeur au bilan	2 060	0	-207	212	0	2 065

(1) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

L'augmentation des immobilisations entre le 31/12/2015 et le 31/12/2016 présente dans la colonne « variation de périmètre » correspond à l'entrée des SCI SRA Vercors, SRA Belledonne et SRA Chartreuse dans le périmètre de consolidation au 31/12/2016.

5.11. Provisions

	31/12/2016	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	30/06/2017
<i>(en milliers d'euros)</i>						
1- Risques sur les produits épargne logement	24 043			- 4 016		20 027
2- Risques d'exécution engagements par signature	2 130	380		- 221		2 289
3- Risques opérationnels	2 180			- 1 799		381
4- Engagements sociaux et assimilés	6 829	64			- 210	6 683
5- Litiges divers	1 136	34	- 47	- 254		869
6- Autres risques (dont DAT à taux progressif)	17 857	14 495	- 2 312	- 2 619		27 421
Total	54 175	14 973	- 2 359	- 8 909	- 210	57 670

1 - Risques sur les contrats Epargne Logement

La provision est constituée de deux composantes : la provision engagement portant sur les crédits que la banque est susceptible de devoir accorder à des conditions de taux préfixés dans le cadre de droits acquis par les clients et la provision crédit qui s'applique à ceux déjà accordés à des conditions plus basses que celles des autres crédits.

2 - Provisions pour engagements par signature

Ces provisions sont constituées en couverture de risques d'exécution d'engagements de financement donnés, d'engagements de garantie donnés, ou de risques sur autres engagements du hors bilan.

3 - Provisions pour risques opérationnels

Cette provision couvre différents types de risques opérationnels.

4 - Provisions pour engagements sociaux

Il s'agit des provisions relatives à la médaille du travail et aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Il y a peu de variations ce semestre du fait notamment du non ajustement de la dette actuarielle avec un taux ibox au 31 mai 2017 proche de celui du 31 décembre 2016.

5/6 - Provisions pour litiges divers et autres risques

Il s'agit notamment de provisions consécutives à des risques légaux et fiscaux (5- Litiges divers) et de provisions couvrant différents risques (6- Autres risques) avec notamment des provisions sur les DAT à taux progressifs et pour ce semestre une provision couvrant différents risques crédits probables.

	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2016
<i>(en milliers d'euros)</i>						
1- Risques sur les produits épargne logement	17 941	6 102				24 043
2- Risques d'exécution engagements par signature	2 724	145	- 54	- 685		2 130
3- Risques opérationnels	543	2 033	- 387	- 9		2 180
4- Engagements sociaux et assimilés	4 245	19		- 27	2 592	6 829
5- Litiges divers	1 118	261	- 156	- 87		1 136
6- Autres risques (dont DAT à taux progressif)	19 839	4 520	- 4 245	- 2 257		17 857
Total	46 410	13 080	- 4 842	- 3 065	2 592	54 175

Provision épargne logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 312 160	1 230 351
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans		648 360
Ancienneté de plus de 10 ans	1 398 262	740 748
Total plans d'épargne-logement	2 710 422	2 619 459
Total comptes épargne-logement	427 984	415 684
Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement	3 138 406	3 035 143

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007.

Les encours de collecte, hors primes d'état sont des encours sur base d'inventaire à fin mai 2017 pour les données au 30 juin 2017 et à fin novembre 2016 pour les données au 31 décembre 2016.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement	5 019	6 038
Comptes épargne-logement	27 338	32 867
Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	32 357	38 905

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	11 123	9 038
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans		3 617
Ancienneté de plus de 10 ans	8 904	11 388
Total plans d'épargne-logement	20 027	24 043
Total comptes épargne-logement		
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	20 027	24 043

5.12. Capitaux propres

➤ Composition du capital de la Caisse régionale au 30 juin 2017

Le nombre de titres composant le capital a changé au cours du premier semestre 2017. Conformément à la possibilité donnée par l'Assemblée Générale, le conseil d'Administration a décidé de procéder à l'annulation de 21 500 CCI qui avaient été précédemment acquis par la Caisse régionale dans le cadre d'un programme de rachat de ses propres CCI. Dans le même temps, et en accord avec CA sa, la Caisse régionale a procédé à l'émission de 13 130 parts sociales.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres	% du capital	% des droits de vote
Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)	689 650	15 %	0
Dont part du Public	663 748	14 %	
Dont part Sacam Mutualisation	0		
Dont part auto-détenue	25 902	1 %	
Certificats Coopératifs d'associés (CCA)	1 158 331	25 %	0
Dont part du Public	0		
Dont part Sacam Mutualisation	1 158 331		
Parts sociales	2 738 859	60 %	100%
Dont 84 Caisses Locales	2 738 840		
Dont 18 administrateurs de la CR	18		
Dont Crédit Agricole S.A.	0		
Dont Sacam Mutualisation	1		
Dont Autres	0		
TOTAL	4 586 840	100 %	100 %

La valeur nominale des titres est de 15,25 euros et le montant du capital au 30 juin 2017 est de 69 949 310,00 euros.

➤ Dividendes

Distribution par le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes

Au titre de l'exercice 2016, l'Assemblée générale du 30 mars 2017 a approuvé le versement d'un dividende par action de 7,27 euros aux porteurs de CCI et de CCA et d'un versement d'un intérêt aux parts aux porteurs de parts sociales.

La partie correspondant aux intérêts aux parts sociales détenues par les Caisses locales, soit 1 338 milliers d'euros, est éliminée dans le cadre de la consolidation.

Année de rattachement du dividende	Par CCI	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant en €	Montant en €	Pourcentage
2013	6,78	6,78	2,46 %
2014	6,96	6,96	1,89 %
2015	7,27	7,27	1,80 %
2016	7,27	7,27	3,22 %

Le montant relatif aux dividendes figure dans le tableau de variation des capitaux propres et s'élève à 17 425 milliers d'euros. Il correspond à la distribution par la Caisse régionale aux porteurs de CCI –hors titres autos-détenus- et de CCA ainsi qu'à la distribution par les Caisses locales à leurs sociétaires.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	31/12/2016
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...) (1)	4 719 478	4 962 696
Titres prêtés		
Dépôts de garantie sur opérations de marché		
Autres dépôts de garantie (2)	255 093	255 093
Titres et valeurs donnés en pension	238 476	116 908
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	5 213 047	5 334 697
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie		
Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés		
Titres empruntés		
Titres et valeurs reçus en pension	193 045	71 487
Titres vendus à découvert		
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	193 045	71 487

(2) Dans le cadre de la garantie switch assurance, la Caisse régionale a versé un dépôt de garantie de 255 093 milliers d'euros à crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2017 la Caisse régionale Sud Rhône Alpes a utilisé les titres souscrits auprès du FCT Crédit Agricole Habitat 2015 comme dispositif de refinancement. Cette opération a été réalisée avec Crédit Agricole SA en échangeant ces titres contre des OAT pour un montant de 183,5 millions d'euros.

(1) Créances apportées en garantie :

Au 30 juin 2017, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a apporté 4 719 millions d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 4 963 millions d'euros au 31 décembre 2016. Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes a apporté :

- 2 770 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 3 110 millions d'euros au 31 décembre 2016.
- 945 millions d'euros de créances auprès de Crédit Agricole Home Loan SFH, contre 788 millions d'euros au 31 décembre 2016.
- 407 millions d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 453 millions d'euros au 31 décembre 2016.
- 397 millions d'euros de créances à crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès du FCT Evergreen HL1, contre 404 millions d'euros au 31 décembre 2016.
- 120 millions d'euros auprès de Crédit Agricole S.A. en garantie des opérations de financement des petites créances auprès de la Banque centrale européenne (ESNI), contre 129 millions d'euros au 31 décembre 2016.
- 68 millions d'euros auprès de Crédit Agricole S.A. en garantie des opérations de financement des collectivités territoriales auprès de la CDC, contre 68 millions d'euros au 31 décembre 2016.
- 11 millions d'euros auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du dispositif de refinancement auprès de la BEI, contre 11 millions d'euros au 31 décembre 2016.

7. Reclassements d'instruments financiers

Comme durant l'exercice précédent, le Crédit Agricole Sud Rhône Alpes n'a procédé à aucun reclassement au cours du premier semestre 2017.

8. Juste valeur des instruments financiers

Les montants des tableaux de la note 8 sont présentés y compris créances rattachées et nets de dépréciations.

8.1 Juste Valeur des actifs et des passifs comptabilisés au coût

Actifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30 juin 2017	Juste valeur au 30 juin 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et Créances	15 013 846	15 574 645	0	1 101 545	14 473 100
Créances sur les établissements de crédit	978 953	994 244	0	994 244	0
Comptes ordinaires & prêts JJ	80 399	80 399		80 399	
Comptes et prêts à terme	705 503	720 794		720 794	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	192 645	192 645		192 645	
Prêts subordonnés	406	406		406	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	14 034 893	14 580 401	0	107 301	14 473 100
Créances commerciales	6 061	6 282			6 282
Autres concours à la clientèle	13 920 010	14 455 564			14 455 564
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	2 842	2 818		2 818	
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	22 420	22 206		10 952	11 254
Comptes ordinaires débiteurs	83 560	93 531		93 531	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 285 576	1 350 126	1 350 126	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	319 421	341 226	341 226		
Obligations et autres titres à revenu fixe	966 155	1 008 900	1 008 900		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	16 299 422	16 924 771	1 350 126	1 101 545	14 473 100

	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix coté sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Actifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Prêts et Créances	14 735 826	15 490 935	0	1 110 657	14 380 278
Créances sur les établissements de crédit	996 553	1 013 727	0	1 013 727	0
Comptes ordinaires & prêts JJ	202 304	202 304		202 304	
Comptes et prêts à terme	722 757	739 932		739 932	
Valeurs reçues en pension					
Titres reçus en pension livrée	71 088	71 087		71 087	
Prêts subordonnés	404	404		404	
Titres non cotés sur un marché actif					
Autres prêts et créances					
Créances sur la clientèle	13 739 273	14 477 208	0	96 930	14 380 278
Créances commerciales	7 548	7 759			7 759
Autres concours à la clientèle	13 614 514	14 342 840			14 342 840
Titres reçus en pension livrée					
Prêts subordonnés					
Titres non cotés sur un marché actif	2 786	2 753		2 753	
Créances nées d'opérations d'assurance directe					
Créances nées d'opérations de réassurance					
Avances en comptes courants d'associés	39 886	39 884		10 205	29 679
Comptes ordinaires débiteurs	74 539	83 972		83 972	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 103 510	1 179 201	1 179 201	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	304 945	330 745	330 745		
Obligations et autres titres à revenu fixe	798 565	848 456	848 456		
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	15 839 336	16 670 136	1 179 201	1 110 657	14 380 278

Passifs financiers comptabilisés au coût au bilan valorisés à la juste valeur

	Valeur au bilan au 30 juin 2017	Juste valeur au 30 juin 2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Passifs financiers non évalués à la juste valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	10 237 214	10 245 802	0	10 245 802	0
Comptes ordinaires & emprunts JJ	4 578	4 567		4 567	
Comptes et emprunts à terme	9 994 160	10 002 760		10 002 760	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	238 476	238 475		238 475	
Dettes envers la clientèle	5 080 548	5 099 425	0	5 039 262	60 163
Comptes ordinaires créditeurs	3 774 711	3 774 561		3 774 561	
Comptes d'épargne à régime spécial	60 163	60 163			60 163
Autres dettes envers la clientèle	1 245 674	1 264 701		1 264 701	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	400 613	400 602	37 802	362 800	
Dettes subordonnées	37 453	37 016		37 016	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	15 755 828	15 782 845	37 802	15 684 880	60 163

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31 décembre 2016	Juste valeur au 31 décembre 2016	Prix côtés sur des marchés actifs pour des instruments identiques Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables Niveau 3
Passifs financiers non évalués à la Juste Valeur au bilan					
Dettes envers les établissements de crédit	10 165 167	10 311 513	0	10 311 513	0
Comptes ordinaires & emprunts JJ	7 571	7 481		7 481	
Comptes et emprunts à terme	10 040 688	10 187 195		10 187 195	
Valeurs données en pension					
Titres donnés en pension livrée	116 908	116 837		116 837	
Dettes envers la clientèle	4 916 291	4 939 714	0	4 887 396	52 318
Comptes ordinaires créditeurs	3 647 402	3 647 230		3 647 230	
Comptes d'épargne à régime spécial	52 318	52 318			52 318
Autres dettes envers la clientèle	1 216 571	1 240 166		1 240 166	
Titres donnés en pension livrée					
Dettes nées d'opérations d'assurance directe					
Dettes nées d'opérations de réassurance					
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques					
Dettes représentées par un titre	225 772	225 730		225 730	
Dettes subordonnées	37 671	36 988		36 988	
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	15 344 901	15 513 945	0	15 461 627	52 318

8.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

	30/06/2017	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	243	72	171	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	0			
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Instruments dérivés	243	72	171	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	3 790	0	3 790	0
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	3 790	0	3 790	0
<i>Effets publics et valeurs assimilées</i>	0			
<i>Obligations et autres titres à revenu fixe</i>	3 790		3 790	
<i>Actions et autres titres à revenu variable</i>	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	1 410 017	98 797	1 311 220	0
Effets publics et valeurs assimilées	65 259	65 259		
Obligations et autres titres à revenu fixe	176 658	26 664	149 994	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 168 100	6 874	1 161 226	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	33 671		33 671	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 447 721	98 869	1 348 852	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux	0	0	0	0

(1) Y compris 553 430 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût : cf. Titres à l'actif de la note 1.3 Principes et méthodes comptables présentés dans les états financiers du 31 décembre 2016.

	31/12/2016	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	112	0	112	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	112		112	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Valeurs reçues en pension	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Actifs financiers disponibles à la vente	1 369 284	100 771	1 268 513	0
Effets publics et valeurs assimilées	67 021	67 021		
Obligations et autres titres à revenu fixe	142 179	27 181	114 998	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	1 160 084	6 569	1 153 515	
Créances disponibles à la vente	0			
Instruments dérivés de couverture	24 278		24 278	
Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur	1 393 674	100 771	1 292 903	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

(1) Y compris 553 430 milliers d'euros de titres SAS Rue La Boétie valorisés selon la méthode du coût.

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	30/06/2017	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	928	0	928	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	928		928	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	300 613		300 613	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	301 541	0	301 541	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux	0	0	0	0

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2016	prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	503	55	448	0
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	503	55	448	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0			
Instruments dérivés de couverture	391 922		391 922	
Total passifs financiers valorisés à la juste valeur	392 425	55	392 370	0
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques				
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables				
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables				
Total des transferts vers chacun des niveaux		0	0	0

9. Informations sur les parties liées

Les parties liées correspondent aux filiales et caisses locales constituant le périmètre de consolidation décrit dans le paragraphe 10.

Relations entre la Caisse régionale et les Caisses locales.

Les Caisses locales disposent d'un capital social et de réserves. En contrepartie de ces fonds les Caisses locales ont souscrit la quasi-totalité des parts sociales du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes soit 2 738 840 parts sociales au 30 juin 2017.

Elles placent auprès du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes leurs disponibilités. Au 30 juin 2017, elles ont souscrit 199 292 milliers d'euros de BMTN subordonnés auprès de la Caisse régionale et disposent de 9 263 milliers d'euros sur des comptes courants bloqués.

10. Périmètre de consolidation au 30 juin 2017

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation de la Caisse régionale Sud Rhône Alpes a évolué au cours du premier semestre 2017. Cette évolution est présentée au paragraphe 2 Principales opérations de structures et événements significatifs de la période.

Sociétés	Evolution du périmètre	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
Etablissements bancaires et financiers				
Caisse régionale Sud Rhône Alpes (mère)				
Caisses locales Sud Rhône Alpes (mère)				
Fonds Communs de Placements				
Sud Rhône Alpes Placement		99,62	99,62	IG
Sociétés de moyens				
SCI SRA Vercors	Entrée 12-2016	100	100	IG
SCI SRA Chartreuse	Entrée 12-2016	100	100	IG
SCI SRA Belledonne	Entrée 12-2016	100	100	IG
Sociétés immobilières				
Foncière Malherbe Claudel	Entrée 06-2017	100	100	IG
Société de capital investissement				
CASRA Capital	Entrée 06-2017	100	100	IG
Sociétés de titrisation				
FCT Crédit Agricole Habitat 2015 (compartiment SRA)		100	100	IG
FCT Crédit Agricole Habitat 2017 (compartiment SRA)	Entrée 06-2017	100	100	IG

Le siège social de toutes ces sociétés est implanté en France.

Filiales et participations non consolidées

Ces titres enregistrés au sein du portefeuille « Actifs disponibles à la vente », sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement. Au 30 juin 2017, les filiales et participations non consolidées dont le pourcentage de contrôle est supérieur à 20% et dont la valorisation est supérieure ou égale à 1 million d'euros sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30.06.2017		31.12.2016	
	Valeur au bilan	% de capital détenu	Valeur au bilan	% de capital détenu
<i>SA DEFITECH</i>	1 044	33,34	1 044	33,34
<i>SAS Square Habitat Sud Rhône Alpes</i>	1 607	100	1 607	100
<i>SAS Square habitat Gestion Sud Rhône Alpes</i>	7 901	100	7 901	100
<i>SCI VALPEYROUSE</i>	1 523	99,9	1 523	99,9
<i>CAM Energie Sud Rhône Alpes</i>	1 000	100	1 000	100

11. Événements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Aucun événement postérieur à fin de la période intermédiaire n'a donné lieu à un ajustement dans les états financiers.

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES

Siège Social : 15, 17 rue Paul Claudel
38000 GRENOBLE

Société coopérative à capital variable
RCS Grenoble : 402 121 958

Rapport des Commissaires aux comptes sur
l'information financière semestrielle 2017

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2017

Aux Sociétaires

CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE SUD RHONE ALPES
15-17, rue Paul Claudel
38000 GRENOBLE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Sud Rhône Alpes, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Fait à Villeurbanne et Valence, le 28 juillet 2017

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

FIDUREL

Emmanuel Charnavel
Associé

Thomas Spalanzani
Associé



SUD RHÔNE ALPES

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL SUD RHONE ALPES
SOCIETE COOPERATIVE à CAPITAL VARIABLE**

Au capital actuel de 69 949 310,00 euros

Siège social : 15-17, rue Paul Claudel - 38100 GRENOBLE

402 121 958 RCS GRENOBLE

ATTESTATION DU DIRECTEUR GENERAL RESPONSABLE DE L'INFORMATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels du 30 juin 2017 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Caisse Régionale et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Valence
Le 25 juillet 2017

Christian ROUCHON
Directeur Général